

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2005
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



Forêt: pour beaucoup de pauvres, la gestion et le maintien de cette ressource revêtent une importance vitale

Moldova: naguère une république soviétique modèle, aujourd'hui le pays le plus pauvre d'Europe

La Bosnie-Herzégovine à la recherche de son identité et d'une nouvelle Constitution

DOSSIER



FORÊT

Mieux gérer les forêts pour réduire la pauvreté

De plus en plus de pays intègrent les populations riveraines dans une gestion durable qui préserve toutes les prestations de la forêt. Ces processus contribuent à réduire la pauvreté.

6

Blindés et coupes rases dans les Carpates

En Transcarpatie, où l'exploitation du bois repose largement sur des méthodes nuisibles à l'environnement, la Suisse soutient la mise en place d'une sylviculture douce

12

Pas de haricots sans beurre de karité

La récolte des noix de karité et l'extraction du beurre assurent un revenu complémentaire aux familles rurales du Mali. Mais les peuplements d'arbres sont menacés.

14

La géographie au service de la paix

C'est en Suisse qu'ont été élaborées les cartes topographiques qui servent de base aux travaux de reconstruction dans le sud du Soudan

24

FORUM



La Bosnie à la recherche de sa propre Constitution

L'écrivain Adolf Muschg participe au débat public organisé en Bosnie-Herzégovine sur les questions constitutionnelles et les perspectives d'avenir

26

Où passe l'aide au développement ?

L'écrivaine sénégalaise Ken Bugul s'interroge sur l'essence du développement

29

HORIZONS



MOLDOVA

Progrès en panne

La Moldova, politiquement déchirée, est dirigée par des communistes. Elle rêve pourtant d'une adhésion à l'Union européenne.

16

Espoirs et craintes en Moldova

Viorica Lifari parle de la vie quotidienne dans la capitale Chisinau

20

DDC

Quelle aide pour l'Afrique ?

Le directeur de la DDC Walter Fust souligne la nécessité des partenariats avec l'Afrique

21

Les réfugiés oubliés du Myanmar

Loin des feux de l'actualité, les réfugiés du Myanmar (l'ancienne Birmanie) vivent dans des camps en Thaïlande

22

CULTURE



Le cinéma africain, si proche et pourtant si lointain

Les films africains peinent à trouver leur public au Nord. Ils se heurtent aux préjugés et aux conditions de production imposées de l'extérieur.

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la décentralisation ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Le développement est un choix

« Le problème, c'est que chaque acteur poursuit ses propres objectifs, sans se préoccuper de l'avenir de la ressource. » Cette phrase pourrait symboliser le présent numéro d'*Un seul monde*. Telle un fil rouge, elle revient en effet, sous une forme ou une autre, dans tous les sujets traités.

La phrase ci-dessus est empruntée à un expert cité dans notre dossier consacré à la forêt et au développement. Mais elle pourrait aussi être extraite d'autres articles, comme le portrait de la Moldova, pays le plus pauvre d'Europe, ou la rubrique Forum qui évoque la difficile quête d'une nouvelle Constitution en Bosnie-Herzégovine.

Le développement serait-il donc déterminé – voire entravé – par des égoïstes obstinés qui cherchent uniquement à satisfaire leur propre intérêt ? Ou bien est-il normal que des profiteurs de toutes sortes apparaissent face aux défis et aux circonstances exceptionnelles que connaissent les pays en développement et en transition ? Il n'est pas facile de répondre à ces questions. Mais elles illustrent le contexte particulier dans lequel nous travaillons quotidiennement pour promouvoir le développement et la coopération. La communauté internationale sait depuis longtemps qu'il n'existe pas de recette toute faite dans ce domaine, et encore moins de solution brevetée.

Ce qui est certain en revanche, c'est que le développement est imprévisible et qu'il emprunte à chaque fois une voie différente, déterminée par les paramètres locaux. En fin de compte, il appartient principale-

ment aux populations concernées de faire avancer ce processus. Selon Ken Bugul, cette composante fait défaut dans de nombreux pays africains (voir Carte blanche, page 29). Notre chroniqueuse écrit à ce propos : « Le développement n'est pas une recette. C'est un choix. »

La DDC joue de plus en plus le rôle de médiatrice, voire d'initiatrice du développement. C'est ce qu'elle fait lorsqu'elle organise à Sarajevo une plate-forme de discussions sur le contenu et la forme à donner à la nouvelle Constitution de Bosnie-Herzégovine (page 26). Ou lorsqu'elle collabore avec le ministère moldave de la santé afin d'assurer la formation du personnel soignant dans tout le pays et de mener une vaste campagne pour fournir à la population concernée toutes les informations utiles sur le thème « mère et enfant » (page 19). Ou encore lorsqu'elle charge l'Institut de géographie de l'Université de Berne d'établir une nouvelle carte du Soudan, en vue de mettre à la disposition de tous les intervenants sur place un instrument indispensable aussi bien pour les travaux de reconstruction que pour la coordination de l'aide humanitaire (page 24).

Bonne lecture !

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Jerry Callew / Paros / Statas

Quand vieillesse rime avec pauvreté

(bf) Les personnes âgées des pays en développement comptent parmi les habitants les plus pauvres de la planète. Environ 80% d'entre elles n'ont pas de revenu régulier. Elles sont 100 millions à vivre avec moins d'un dollar par jour. De plus, leur proportion s'accroît rapidement : d'ici 2050, un habitant sur quatre en Asie et en Amérique latine aura plus de 60 ans ; en Afrique, ce sera le cas d'une personne sur dix. En raison de la propagation du sida, les personnes âgées sont toujours plus nombreuses à assumer seules l'éducation des enfants : dans les pays d'Afrique subsaharienne, 60% des orphelins du sida sont aujourd'hui élevés par leurs grands-parents. Pourtant, une étude réalisée par l'organisme de développement HelpAge International montre que même les pays pauvres peuvent financer des systèmes de prévoyance sociale et octroyer des rentes de vieillesse. De tels systèmes ont été mis sur pied notamment en Afrique du Sud, au Brésil, en Bolivie, au Népal et en Inde. Dans ces pays, le versement de rentes permet souvent à des familles entières de survivre.

Les champions du portage

(bf) Les porteurs népalais ont une force et une endurance sans égales. Ils parcourent souvent 100 kilomètres par jour, sur des

terrains accidentés, en portant de lourdes charges dans leur *doko*.

Ce grand panier de jonc, appuyé contre le dos du porteur, est tenu par une large sangle passée autour de la tête. Les hommes portent ainsi jusqu'à 93% de leur propre poids et les femmes jusqu'à 66%. En comparaison, les Africaines peuvent porter sur la tête une charge atteignant 60% de leur poids. Des chercheurs de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, ont étudié la physiologie du portage chez des sherpas népalais, en mesurant leur consommation d'oxygène et le travail musculaire. Cette étude a montré que pour le transport de charges pesantes, les Népalais dépensent encore moins d'énergie que les Africaines, dont la technique de portage était jusqu'ici considérée comme la plus efficace sur le plan énergétique. Les scientifiques attribuent cette performance à une technique



Jörg Bohling / agenda

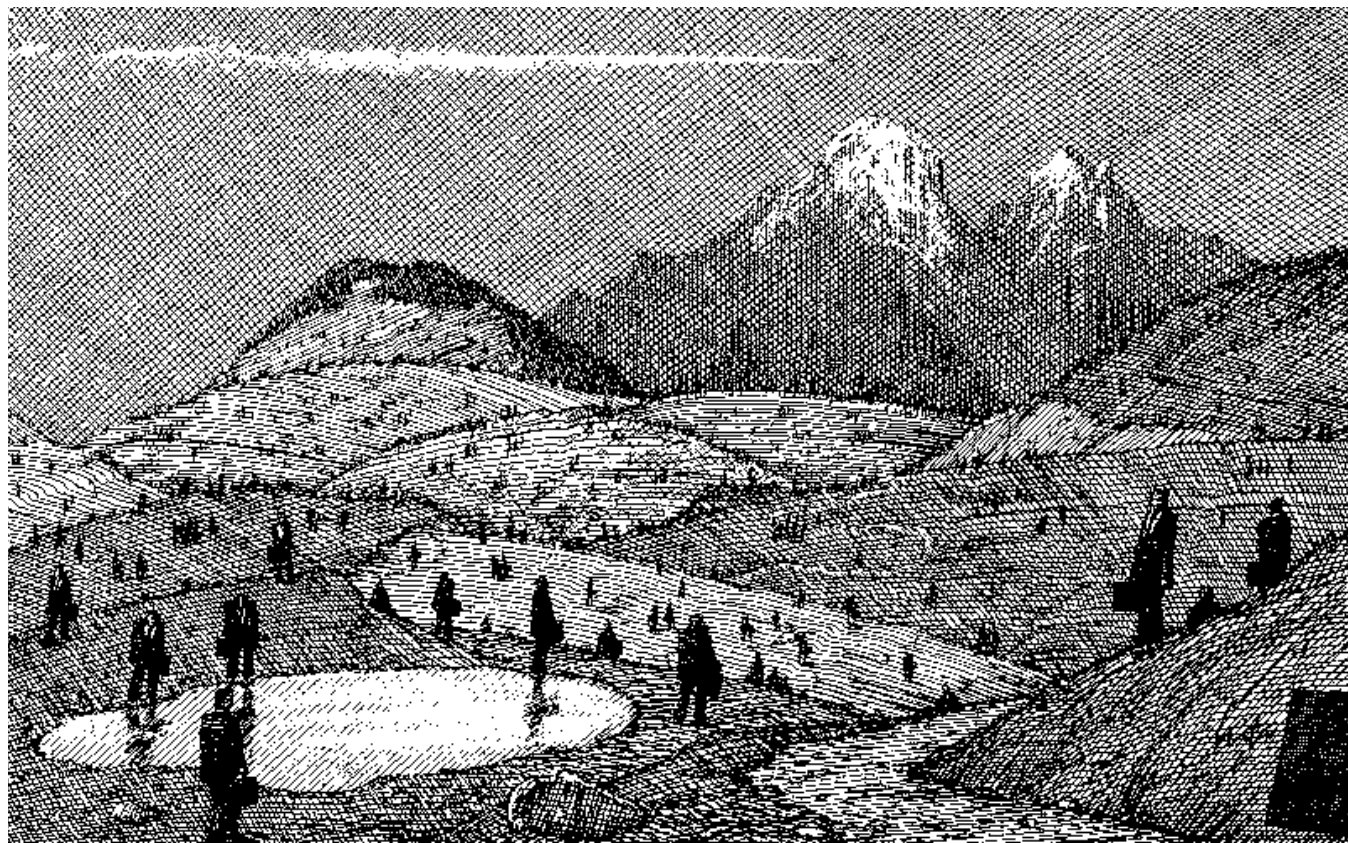
particulière de marche et de respiration, qu'ils n'ont pas encore pu expliquer. Les porteurs marchent lentement et font de fréquentes pauses. Lorsqu'ils gravissent une colline, ils progressent pendant 15 secondes puis s'arrêtent 45 secondes.

Déchets africains en Chine

(jls) Depuis deux ans, des bateaux chargés de vieille ferraille quittent régulièrement le port béninois de Cotonou à destination de la Chine, où ce matériel est recyclé et transformé en acier. Des commerçants et des enfants profitent de l'intérêt récent d'importateurs asiatiques pour les déchets métalliques qui encombrant les rues africaines, abandonnés à la rouille. Au Burkina Faso et au Bénin notamment, des jeunes récupèrent un peu partout bouillonnements, moteurs, épaves de tracteurs ou de voitures, etc. Ils les vendent à des collecteurs qui les revendent à des exportateurs. L'appétit de la Chine pour l'acier est sans égal. À elle seule, elle absorbe environ 30% de la consommation mondiale. En 2004, ses usines ont fabriqué 272 millions de tonnes d'acier, ce qui représente 25% de la production mondiale. Mais comme le minerai de fer devient de plus en plus cher, la Chine recherche activement de la ferraille pour approvisionner ses aciéries. Cette forte demande asiatique a fait grimper les prix. Selon un démarcheur béninois, les exportateurs payaient l'équivalent de 68 euros pour une tonne de ferraille en 2004. Cette année, ils en offrent 107 euros.

Un nouveau monde d'images

(bf) Peut-être craint-on à tort que la mondialisation n'engendre une culture uniformisée basée sur le modèle occidental. L'équipe de Till Förster, professeur au séminaire d'ethnologie de l'Université de Bâle, étudie l'expression picturale quotidienne



Forêt

à Bamenda et à Foumban, au Cameroun. Le projet « Culture visuelle dans l'Afrique urbaine » vise à évaluer 6000 à 7000 tableaux, photographies de portraits et panneaux publicitaires. Peu de recherches ont porté sur la peinture africaine pratiquée au quotidien, celle qui crée par exemple des enseignes pour des salons de coiffure. Selon Till Förster, cette expression artistique ne peut être classée ni dans la peinture traditionnelle ni dans

l'art moderne africain. Elle réunit deux techniques : la photographie et la peinture. Le projet montre que la mondialisation peut aussi engendrer de nouvelles formes de culture. L'Afrique urbaine a donné naissance à un nouveau monde d'images, qui n'appartient ni aux traditions africaines ni aux influences mondiales. Il s'agit plutôt d'une « créolisation culturelle » : des éléments étrangers sont intégrés dans la culture locale et adaptés de telle sorte



Jörg Böhling / agenda

qu'ils ont un sens uniquement dans ce contexte.

De la mer vers les lacs

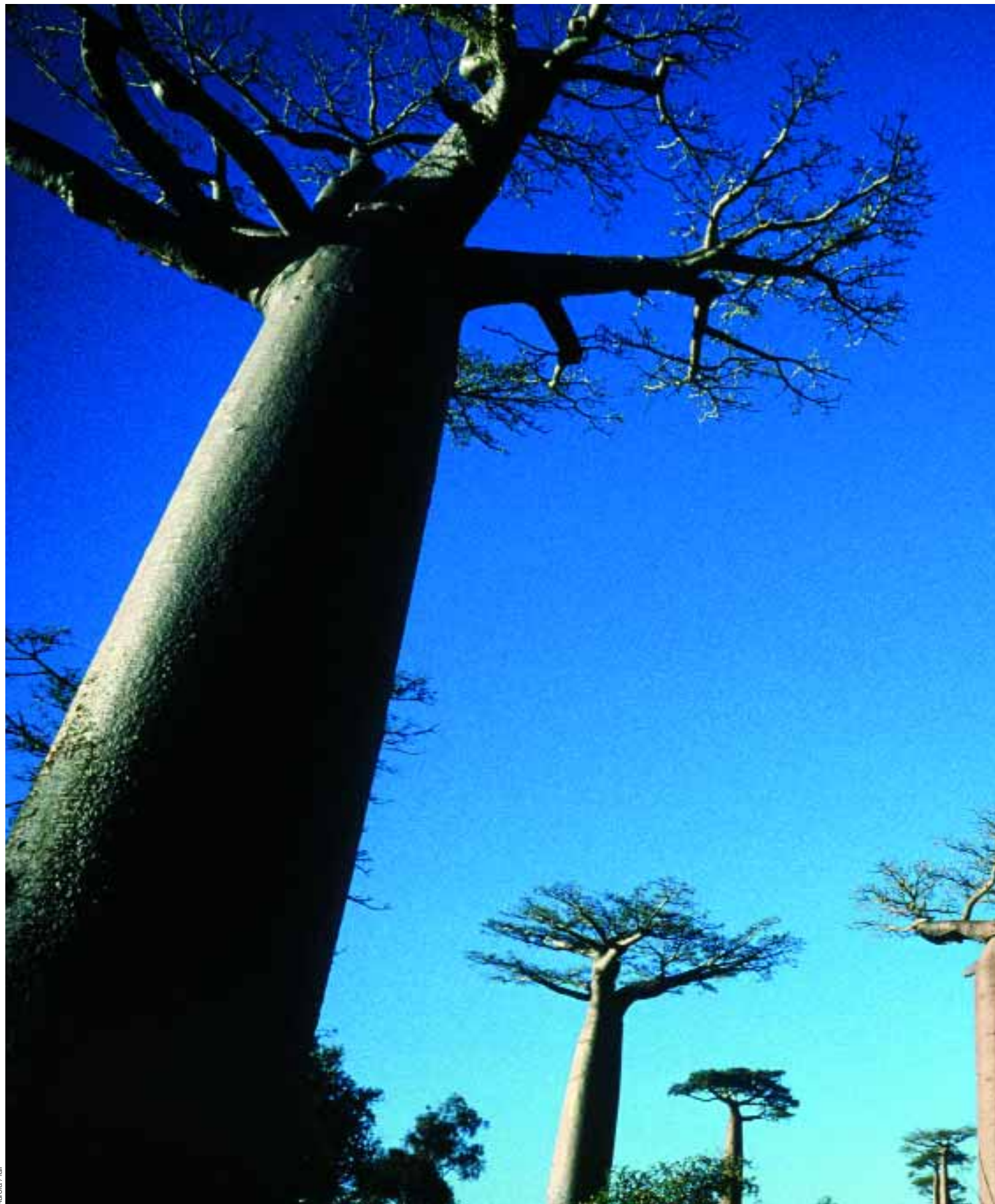
(bf) La « surpêche », le recul des stocks de poissons ou la ruée de flottes entières de bateaux de pêche vers les lieux de capture sont des phénomènes que l'on n'observe pas uniquement en mer du Nord, mais aussi dans l'océan Indien. Au lieu de chercher des solutions à ces problèmes en pleine mer, l'État indien d'Orissa a choisi de miser sur les eaux intérieures. Il multiplie les piscicultures dans ses nombreux lacs,

rivières et canaux. L'Inde est aujourd'hui, après la Chine, le deuxième producteur mondial de poisson d'eau douce. En Orissa, où 80% des habitants mangent du poisson chaque jour, des paysans ayant cultivé du riz depuis des générations se sont convertis à l'élevage de poissons. L'un d'eux, Subhendu Ojha, explique son choix : « Non seulement, je dépends moins des conditions météorologiques, mais la production piscicole fournit trois récoltes par an. Je peux engager de nouveaux employés presque chaque mois tout en gagnant davantage. »



Mieux gérer les forêts pour

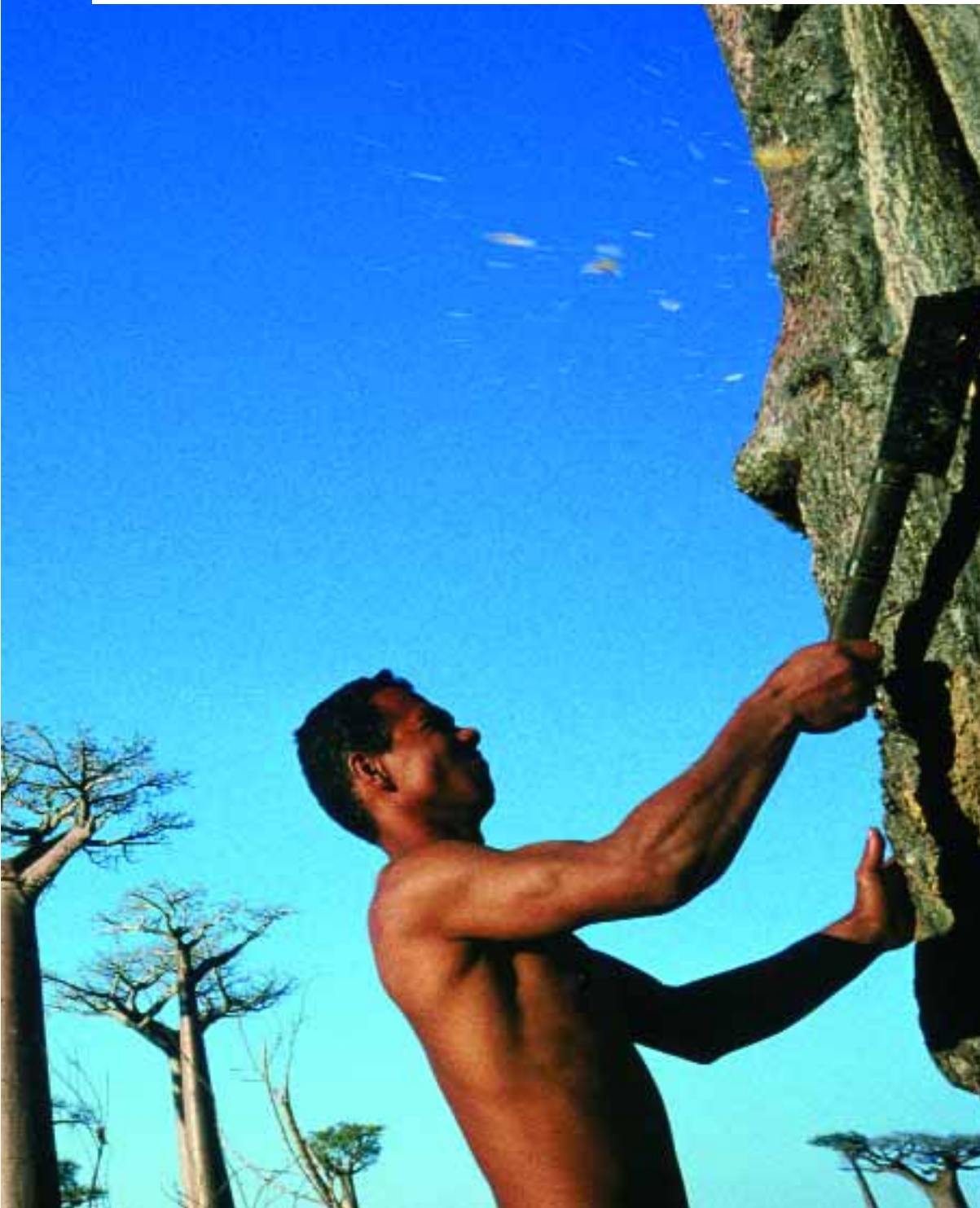
DOSSIER



Aurore / lat

réduire la pauvreté

La forêt fournit bien d'autres produits que le bois et elle rend de précieux services environnementaux. De plus en plus de pays intègrent les populations riveraines dans une gestion durable qui préserve toutes les prestations de la forêt. Ces processus, encouragés par la coopération suisse, contribuent à réduire la pauvreté. De Jane-Lise Schneeberger.



Les causes de la déforestation

Les forêts occupent 26% des terres émergées de la planète. Mais ce couvert forestier est gravement menacé. Chaque année, environ 15 millions d'hectares de forêts tropicales disparaissent. La majorité sont converties en terres agricoles ou en pâturages. Des entreprises agro-alimentaires défrichent des forêts tropicales pour y aménager de vastes plantations. Beaucoup de paysans pauvres pratiquent la culture itinérante sur brûlis : après avoir coupé et brûlé les arbres, ils cultivent leur champ pendant quelques années et le mettent en jachère quand sa productivité diminue ; ils défrichent alors une autre parcelle de jachère ou de forêt. De grandes surfaces boisées sont également sacrifiées à l'élevage extensif. D'autres déboisements sont dus à l'exploitation industrielle du bois, à la prospection minière ou pétrolière et à la construction d'infrastructures.



Nigel Dickinson / Still Pictures



Sabine Vielmo / Still Pictures

Quotas de pollution

Le Protocole de Kyoto, en vigueur depuis février dernier, complète la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques. Il oblige les pays industrialisés à réduire de 5% entre 2008 et 2012 leurs émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique. Pour y parvenir, ces pays devront diminuer leur consommation de combustibles fossiles. Mais divers dispositifs assouplissent la comptabilisation des quotas. Parmi eux, le Mécanisme de développement propre, particulièrement controversé sur le plan éthique, permet aux entreprises et gouvernements du Nord d'obtenir des « crédits de carbone » en finançant des projets de boisement ou de reboisement dans les pays du Sud. Le moment venu, les pays pollueurs pourront déduire de leurs propres quotas d'émissions les quantités de gaz carbonique (CO₂) qui auront été captées par ces plantations, qualifiées de « puits de carbone ». Durant leur croissance, les arbres ont en effet la capacité d'absorber et de fixer de grandes quantités de CO₂.

Les paysans malgaches vivent dans la crainte des *dahalo*, ces bandits armés qui attaquent les villages de nuit et volent des troupeaux de zébus. Sur la côte occidentale de l'île, les Sakalavas, une ethnie d'éleveurs, ont trouvé le moyen de soustraire leurs zébus à ces razzias. Ils vont les cacher dans la forêt, particulièrement dense et difficile d'accès dans la région. Les « bœufs à bosse » paissent ainsi tranquillement parmi des espèces de baobabs uniques au monde. Dans le passé, cette fonction de refuge a été mise en péril par l'arrivée de migrants venus du Sud qui se livraient à des défrichements massifs de la forêt en vue d'aménager des terres cultivables. Après de longues négociations, l'État central a accepté dans les années 90 de transférer aux Sakalavas des droits d'usufruit sur leur terroir. Les villageois peuvent désormais exploiter les ressources forestières, à condition d'en assurer la conservation. Et ils ont le droit de s'opposer à toute incursion extérieure. Ce modèle s'étend actuellement à l'ensemble de Madagascar.

Filet de sécurité

Dans les pays en développement, environ un milliard de personnes vivent à proximité ou à l'intérieur des forêts. Entre 300 et 500 millions d'entre elles sont pauvres et dépendent directement des produits forestiers pour leur subsistance. L'industrie du bois peut créer des emplois au niveau local. Mais les populations riveraines sont aussi tributaires du bois de feu et des produits forestiers non ligneux tels que tubercules, fourrage, miel, gibier, fruits et plantes médicinales. Souvent récoltées par les femmes, ces denrées sont utilisées pour les besoins domestiques ou vendues sur le marché local. Elles constituent notamment un filet de sécurité pendant les périodes difficiles. En outre, la forêt re-

présente une réserve de terres agricoles pour les paysans pauvres condamnés à la culture itinérante. La forêt rend également de précieux services à la société dans son ensemble, au niveau régional et mondial. Elle régularise le cycle de l'eau, protège le sol contre l'érosion et les crues. C'est un espace propice à la promenade, au tourisme et au recueillement spirituel. Les terres boisées abritent deux tiers de toutes les espèces végétales et animales. En séquestrant le carbone, les arbres freinent le réchauffement de la planète.

Les gardiens de la forêt

Durant plusieurs siècles, les populations riveraines ont été tenues à l'écart de la gestion forestière. À l'époque précoloniale, les décisions appartenaient aux chefs coutumiers locaux. Puis les colonisateurs, avides d'exploiter les bois précieux, ont placé la forêt sous l'autorité du pouvoir central. À l'indépendance, la gestion est restée centralisée. Les gouvernements nationaux ont tenu à garder le contrôle d'un bien qui peut leur rapporter d'importants revenus par le biais des concessions accordées à des entreprises privées. « Le problème, c'est que chaque acteur poursuit ses propres objectifs, sans se préoccuper de l'avenir de la ressource. Les États n'investissent pas dans la reconstitution des forêts dégradées. Quant aux concessionnaires, leur seul intérêt est de vendre du bois. Une fois qu'ils sont partis, les paysans transforment ce qui reste de la forêt en terres cultivables », constate Jürgen Blaser, vice-directeur de l'organisation de développement Intercooperation. Le débat international sur la déforestation a mis en évidence la nécessité d'impliquer davantage les populations riveraines, qui sont bien placées pour intervenir efficacement.

À ce jour, 17 pays du Sud ont adopté des lois sur



Jon Spaul / Panos / Strates



Nigel Dickinson / Still Pictures

la gestion participative des forêts. Tout en restant propriétaire du sol, l'État délègue contractuellement des droits et des devoirs aux usagers locaux pour une durée déterminée. L'étendue des compétences transférées est variable. «Il ne suffit pas d'accorder des droits d'accès aux produits de subsistance. Les gens vont de toute façon chercher leur bois de feu dans la forêt, avec ou sans la permission du gouvernement. Pour inciter les riverains à prendre soin de l'écosystème, il faut leur donner le droit de commercialiser le bois et les produits non ligneux», remarque Jean-Laurent Pfund, chargé de programme chez Intercooperation.

Des modèles de gestion participative fonctionnent également dans certains pays en transition. L'un d'eux a été mis en place au Kirghizistan dans le cadre d'un programme suisse d'appui au secteur forestier. Il concerne la gestion des forêts naturelles de noyers dans le sud du pays. L'État kirghize, encore largement propriétaire des forêts, s'est défait de ses droits d'exploitation sur certaines parcelles et les a cédés pour une durée de 49 ans à des particuliers, en majorité des paysans riverains. Ces derniers sont autorisés à exploiter les noix ou d'autres produits forestiers non ligneux et à récolter du bois de feu. En contrepartie, ils doivent effectuer des travaux d'entretien. Actuellement, il est cependant interdit de couper des arbres dans les forêts de noyers en vue d'une exploitation commerciale.

Une ressource à valoriser

Dans le domaine forestier, la coopération suisse se concentrait il y a encore une vingtaine d'années sur le reboisement, l'exploitation du bois et la formation des forestiers. «Le but était d'augmenter la productivité de ce secteur. Progressivement, ces projets techniques ont été abandonnés au profit

d'une approche plus sociale, qui allie protection de l'environnement et réduction de la pauvreté. La forêt est aujourd'hui une ressource intégrée à l'économie locale», explique Jean-Pierre Sorg, responsable du Groupe de foresterie pour le développement à l'EPFZ.

La tendance actuelle au transfert de droits est activement soutenue par la DDC, dont les projets forestiers sont mis en œuvre par des régisseurs comme Intercooperation et Helvetas. Les communautés locales n'ont pas nécessairement les connaissances suffisantes pour assumer les tâches complexes qui leur sont dévolues. Elles sont appelées à gérer la forêt de manière non seulement durable mais aussi multifonctionnelle, c'est-à-dire en valorisant simultanément tous ses produits et services. «La gestion doit apporter des bénéfices concrets aux riverains, en s'appuyant sur un maximum de prestations. Si la forêt génère suffisamment de revenus, on peut imaginer que les paysans n'auront plus besoin de défricher pour survivre. La forêt serait alors protégée par sa valeur économique», commente Jean-Laurent Pfund.

Cette thèse se vérifie dans le cadre d'un programme dédié à la sauvegarde des forêts naturelles sur les hauts plateaux andins. Les villageois ont élaboré des stratégies de gestion susceptibles de générer des revenus tout en préservant les reliquats de forêts qui stabilisent des pentes et protègent les sources. Au lieu de continuer à défricher pour agrandir leurs cultures, ils privilégient des activités économiques basées essentiellement sur les produits non ligneux: ils commercialisent du miel, de la teinture à base d'écorce, des semences ainsi que des plantes médicinales et ornementales. Responsable de ce programme à la DDC, Giancarlo de Picciotto mesure les résultats: «Les paysans gagnent plus

Garde-manger et pharmacie

Depuis quelques années, les produits forestiers non ligneux (PFNL) suscitent un intérêt considérable au niveau mondial. Autrefois appelés «produits forestiers secondaires», ils sont aujourd'hui reconnus pour leur contribution à la sécurité alimentaire. Dans les pays en développement, ils sont utilisés par environ 80% de la population. Une grande partie des PFNL sont destinés à l'alimentation: graines, miel, champignons, noix, fruits, herbes, épices, plantes aromatiques, gibier. On prélève la sève et l'écorce de certains arbres pour en faire des colorants ou des vernis. Des matériaux d'origine végétale – rotin, liège, raphia, lianes, bambou – sont destinés à la construction, à l'artisanat ou à la production d'objets domestiques. La forêt fournit également une multitude de plantes entrant dans la fabrication de médicaments et de produits cosmétiques. Élément essentiel de la pharmacopée traditionnelle, certaines de ces plantes alimentent également un marché international lucratif dont les populations forestières ne profitent que de manière très aléatoire.



Fred Hoogenboom / Photos / Straits



Nigel Dickinson / Still Pictures

Des principes, mais pas de convention

Depuis une quinzaine d'années, la communauté internationale débat d'une convention forestière qui devrait assurer une gestion durable de toutes les forêts de la planète. L'idée est née durant la phase préparatoire du Sommet de la Terre en 1992. Mais cette conférence n'a pas trouvé de consensus relatif à un traité juridiquement contraignant. Elle a adopté une déclaration de principes sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable des forêts. En outre, un chapitre de l'Agenda 21 est consacré à la lutte contre la déforestation. Ces deux textes constituent aujourd'hui la base de la politique forestière mondiale. Depuis 1995, différentes structures multilatérales ont été successivement chargées de promouvoir la mise en œuvre des recommandations formulées à Rio. Jusqu'en 2006, ce mandat est assumé par le Forum des Nations Unies sur les forêts, principale plate-forme de discussion sur la politique forestière mondiale.

qu'avant et ils ont réalisé qu'il était vital de prendre soin de leur patrimoine.»

La DDC finance également des recherches stratégiques sur les modalités de gestion durable. On manque encore de connaissances globales sur les interactions entre la forêt et les riverains. Certains travaux portent sur l'agroforesterie : l'association de cultures agricoles et d'arbres permet de diversifier les revenus des paysans et de limiter les défrichements dus à la culture itinérante sur brûlis.

Tandis que la DDC est active dans les pays les plus pauvres, parfois à faible couvert forestier, le Secrétariat d'État à l'économie (seco) intervient dans des pays où le commerce des bois tropicaux joue un rôle économique important. En collaboration étroite avec l'Organisation internationale des bois tropicaux, il soutient le commerce de bois issus de forêts bien gérées et les processus de certification attestant une exploitation forestière durable. Avec son appui, des producteurs de bois appliquent des méthodes respectueuses de l'environnement et conformes aux normes sociales reconnues sur le plan international.

Nouveaux marchés

Les services de la forêt ont été perçus jusqu'ici comme gratuits. Pourtant, la protection contre l'érosion, la biodiversité ou la beauté du paysage ne sont pas seulement des dons de la nature. Leur maintien dépend souvent du comportement des ri-

verains à l'égard de la forêt. Une approche récente propose de facturer ces services à ceux qui en bénéficient. Divers projets expérimentent des mécanismes de «compensations pour services environnementaux» dans des bassins versants. L'exploitation des sols en amont exerce une influence directe sur le débit et la qualité de l'eau qui parvient aux populations en aval. Un gestionnaire de barrage ou une municipalité peuvent donc décider de rémunérer les paysans opérant à flanc de colline pour qu'ils leur assurent un approvisionnement régulier. Les agriculteurs s'engagent par exemple à reboiser pour favoriser l'infiltration de l'eau, à ne plus employer de pesticides ou à construire des terrasses. Jean-Pierre Sorg relève que ces mécanismes se heurtent encore à plusieurs problèmes : «L'eau concerne une multitude d'acteurs, privés et publics. Comment définir qui est habilité à négocier ? Il n'est pas facile non plus de quantifier les prestations fournies.»

D'autres services environnementaux de la forêt se négocient désormais au niveau mondial. Le Mécanisme de développement propre, introduit par le Protocole de Kyoto, permettra dès 2008 aux pays pollueurs de compenser leurs émissions de carbone par la plantation d'arbres (voir texte en marge page 8). «Ce système ouvre des perspectives intéressantes pour les pays pauvres. Les paysans peuvent convertir en forêts des terres infertiles, puis vendre des crédits de carbone aux pays industrialisés», re-



Ulutunok / laif



Ulutunok / laif



Ulutunok / laif



Ron Gilling / Still Pictures

celles-ci peuvent ainsi se prévaloir sur le plan publicitaire de contribuer au maintien de la biodiversité et à la protection des sols.

S'adapter aux changements

En attendant que les mesures internationales de réduction déploient leurs effets sur l'environnement, le CO₂ continue à s'accumuler dans l'atmosphère. Étant directement dépendantes des ressources naturelles, les populations pauvres sont les principales victimes des inondations, sécheresses et autres phénomènes attribués au réchauffement planétaire. Avec l'appui de la coopération au développement, elles doivent élaborer des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. «Au niveau local, la modification de certaines pratiques agricoles ou sylvicoles peut contribuer à réduire les risques», affirme Carmenza Robledo, en citant quelques exemples: «Si la pluviosité a fortement baissé, on évitera de planter des espèces gourmandes en eau. Dans les régions où des pluies diluviennes alternent avec de grandes sécheresses, il faut peut-être construire des citernes pour stocker l'eau de pluie et planter certains arbres plus aptes que d'autres à limiter les risques d'érosion.» ■

Recherches stratégiques

Deux instituts internationaux, soutenus par la DDC, se consacrent exclusivement à des recherches stratégiques sur la forêt et l'arbre. Créé en 1991, le Centre international pour la recherche forestière (CIFOR) est basé à Bogor, en Indonésie. Ses travaux portent notamment sur l'aménagement des forêts naturelles au profit des communautés locales, la gouvernance forestière ainsi que la valorisation des biens et services produits par la forêt. Le CIFOR a pour objectif d'améliorer le bien-être des populations dans les pays tropicaux et d'assurer la conservation des écosystèmes forestiers. Le Centre mondial pour l'agroforesterie (ICRAF), fondé en 1977, a son siège à Nairobi (Kenya). Ses recherches visent à atténuer la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire par la promotion de systèmes dans lesquels des arbres sont associés aux terres agricoles ou aux pâturages. CIFOR: www.cifor.cgiar.org ICRAF: www.worldagroforestry.org

lève Carmenza Robledo, collaboratrice d'Intercooperation et de l'institut de recherche EMPA, à Dübendorf. La Banque mondiale a mis sur pied une bourse internationale d'échange: elle achète des droits d'émissions à des projets de séquestration de carbone dans le Sud et les revend à des investisseurs du Nord. Elle collabore notamment avec un projet qui est mis en œuvre par l'EMPA en Colombie, avec un cofinancement du seco. Dans la vallée de San Nicolás (département d'Antioquia), quelque 12 000 familles rurales ont créé des périmètres d'agroforesterie et elles en négocient toutes les prestations. Les produits agricoles sont écoulés sur le marché local, tandis que des instruments ont été développés pour financer les services environnementaux: des «crédits de carbone» sont vendus à la Banque mondiale et des «titres environnementaux» à des entreprises colombiennes;

Blindés et coupes rases



Au centre de l'Europe

La Transcarpatie a été durement frappée par la crise économique des années 90 qui a quasiment réduit à néant ses activités industrielles. Le revenu par habitant est aujourd'hui l'un des plus faibles d'Ukraine. Le pouvoir central, à Kiev, tend à négliger cette province occidentale, séparée du reste du pays par le massif des Carpates. Si sa position géographique fait de la Transcarpatie une zone périphérique sur le plan national, elle lui ouvre en revanche les marchés de l'Union européenne (UE). Ses voisins directs sont en effet la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, membres de l'UE, ainsi que la Roumanie. Le commerce transfrontalier est l'un des trois secteurs importants de son économie, avec la foresterie et la viticulture. La province peut se prévaloir d'un autre atout : dans le district de Rakhiv, un monument marque l'endroit que des géographes de l'empire austro-hongrois ont défini en 1887 comme étant le centre de l'Europe.

L'exploitation du bois a sensiblement diminué en Transcarpatie depuis la fin du régime soviétique. Mais elle repose encore largement sur des méthodes nuisibles à l'environnement. Soutenue par la Suisse, cette province ukrainienne est en train de mettre en place une sylviculture en accord avec la nature, qui préserve les fonctions écologiques de la forêt.

(jls) Contrairement au reste de l'Ukraine, relativement plat et sec, la petite province de Transcarpatie est montagneuse et gratifiée d'une pluviosité élevée. L'abondance de pluies favorise la croissance de forêts denses, formées surtout de hêtres et d'épicéas, qui constituent l'une de ses principales ressources. L'eau s'écoule vers la plaine en empruntant au total 9429 rivières et ruisseaux. Mais ce privilège météorologique peut se transformer en malédiction : en 1998 et en 2001, des pluies torrentielles se sont abattues sur le massif des Carpates, provoquant des inondations meurtrières dans les vallées inférieures. L'Aide humanitaire suisse est intervenue pour réparer des digues, construire des remblais et apporter des secours à la population sinistrée.

Après la catastrophe de 2001, des regards accusateurs se sont tournés vers les forêts, suspectées d'avoir failli à leur mission de protection. La destruction du couvert forestier par des coupes rases, pratiquées parfois sur plusieurs hectares, n'avait-elle

pas favorisé l'écoulement de l'eau en surface et provoqué les crues ? Mandatés par la DDC, des experts suisses se sont rendus sur place afin de répondre à cette question et de définir le type d'aide dont la Transcarpatie pourrait avoir besoin. Leurs observations n'ont pas permis d'établir un lien de cause à effet entre les défrichements et les inondations. « Nous n'avons pas constaté de surexploitations à grande échelle, mais des dégradations ponctuelles liées à une exploitation plutôt brutale du bois. Ces interventions accroissent le risque d'érosion et de crues », explique Jean-Pierre Sorg, professeur à l'EPFZ, qui faisait partie du groupe d'experts.

Passage à une exploitation douce

Très intensive à l'époque soviétique, la production du bois a chuté dans les années 90, suite à la faillite de grandes entreprises forestières. Mais les méthodes n'ont guère changé. Les coupes rases se pratiquent toujours, bien qu'elles soient interdites depuis 2000. Des équipements obsolètes causent

dans les Carpates



Intercooperation (3)

de graves dommages aux arbres restants et au sol. Ainsi, les exploitants utilisent d'anciens véhicules blindés équipés de chenilles pour accéder au lieu d'abattage, puis traîner les grumes sur le sol jusqu'à un chemin carrossable.

Forte d'une longue expérience en foresterie de montagne, la Suisse a proposé à la Transcarpatie de l'aider à améliorer ses stratégies forestières. Un projet de coopération a débuté fin 2003. Financé par la DDC, il est mis en œuvre par Intercooperation et le Centre de formation forestière de Maienfeld (GR). Son objectif principal est d'encourager une gestion durable qui permette de produire suffisamment de bois sans mettre en péril les fonctions environnementales de la forêt.

Des méthodes alternatives sont introduites à titre expérimental par deux entreprises forestières étatiques, actives dans les districts de Rakhiv et de Khust. Les forestiers ukrainiens se familiarisent avec les techniques qui ménagent l'environnement. Ainsi, sur les terrains escarpés, ils utilisent des câbles-grues pour transporter les grumes par voie aérienne.

Du bois pour l'hiver

Ces deux districts pilotes ont également commencé de planifier leur politique forestière avec la participation des acteurs locaux. Consultés sur leurs attentes vis-à-vis de la forêt, les riverains ont exprimé deux besoins essentiels. Leur premier souci est de se procurer à un prix abordable du bois de

chauffage, en l'occurrence du hêtre. Actuellement, ces populations rurales pauvres consacrent jusqu'à la moitié de leurs revenus à l'achat de bois. Pour obtenir ce combustible, indispensable dans une région où les hivers sont longs et rigoureux, elles doivent souvent ajouter un pot-de-vin au prix officiel. Erich Oberholzer, responsable du projet, espère une amélioration prochaine: «Nous incitons nos partenaires à mettre sur le marché davantage de hêtre, ce qui devrait automatiquement faire baisser son prix. Habituellement, les exploitants préfèrent produire de l'épicéa, plus intéressant sur le plan commercial.» L'autre souhait des villageois est de retrouver du travail dans la récolte ou la transformation du bois. Jadis, les entreprises forestières étaient les principaux employeurs de la province. La fonction récréative de la forêt peut également générer des revenus pour les riverains. Misant sur le grand potentiel touristique de la Transcarpatie, et en particulier de ses vastes réserves naturelles, le projet suisse soutient la construction d'un chemin de grande randonnée long de 180 km. Dans chaque village, les randonneurs pourront passer la nuit chez l'habitant. «Certes, ils ne logeront pas dans des hôtels trois étoiles, mais l'hospitalité exceptionnelle des habitants compensera largement le manque de confort», promet Erich Oberholzer. ■

Réserve de biosphère

En Ukraine, pratiquement toutes les forêts appartiennent à l'État. Elles sont placées sous le contrôle de différents organes publics. Le bois est exploité par des entreprises étatiques ou des concessionnaires privés. Dans les années 90, le gouvernement a reconnu le rôle fondamental des forêts sur le plan écologique. Il a décidé de restreindre géographiquement leur exploitation commerciale.

Actuellement, 22% des forêts de Transcarpatie sont des zones protégées. Une bonne partie de leurs peuplements sont encore intacts ou peu modifiés par des interventions humaines. Les Carpates ukrainiennes abritent une grande variété d'espèces végétales et animales, dont certaines sont en voie d'extinction. L'un des sept parcs naturels de la région a reçu en 1992 le statut de Réserve de biosphère, attribué par l'Unesco. On y trouve la plus grande hêtraie naturelle d'Europe.

Pas de haricots sans beurre de karité

Activités réservées aux femmes, la récolte des noix de karité et l'extraction du beurre assurent un revenu complémentaire aux familles rurales du Mali. Mais les peuplements de karités sont menacés. La coopération suisse, qui a travaillé jusqu'ici sur les techniques de production et la commercialisation du beurre, se préoccupe maintenant de la régénération des arbres.

Premiers fruits après 17 ans

Le karité est un arbre typiquement africain, de la famille des sapotacées. Il pousse à l'état naturel dans les savanes arborées des régions caractérisées par une longue saison sèche. On le rencontre dans seize pays, du Sénégal jusqu'en Ouganda. Les peuplements les plus denses se trouvent au Mali, au Burkina Faso et au Nigeria. Avec environ 150 millions de pieds, le Mali possède les deux tiers du parc africain. D'une croissance très lente, le karité donne ses premiers fruits après 17 ans en moyenne. Mais c'est seulement après 25 ou 30 ans qu'il atteint sa pleine production. Un karité peut vivre jusqu'à trois siècles. Il atteint douze à quinze mètres. Le rendement moyen d'un arbre est estimé à environ quinze kilos d'amandes par an.

(jls) C'est à la saison humide, entre juin et août, que les fruits du karité atteignent leur maturité. Pour quelque trois millions de Maliennes, le temps de la récolte est arrivé. Dès l'aube, elles prennent le chemin de la savane, où les karités se dressent au milieu des champs de coton, de mil ou d'arachide. Chaque femme va d'arbre en arbre, sur les terrains agricoles appartenant à son mari, et ramasse les fruits tombés par terre. Les parcs agroforestiers se trouvent généralement dans un rayon de deux à trois kilomètres autour du village. Plus loin, en brousse, d'autres karités sont accessibles à tous. Mais les villageoises, dépourvues de véhicules, renoncent souvent à parcourir un si long trajet. D'autant qu'au retour, elles portent sur la tête une bassine pesant entre 10 et 20 kilos. Pour atteindre des quantités suffisantes, elles font la navette plusieurs jours d'affilée, parfois même deux fois par

jour. Dix kilos de fruits représentent environ deux kilos d'amandes, lesquelles donneront entre 350 et 500 grammes de beurre, après un traitement long et pénible.

Un arbre à tout faire

Le beurre de karité est principalement destiné à la cuisson des aliments. Il sert aussi à fabriquer du savon et joue le rôle de pommade polyvalente dans la pharmacopée traditionnelle : on l'applique pour combattre le rhume et les foulures, cicatrifier les plaies ou soigner la peau des bébés. C'est également un facteur de cohésion sociale : quand des festivités sont organisées dans le village, toutes les femmes fournissent le beurre nécessaire à la préparation du repas.

Selon les besoins financiers de la famille, les femmes vendent une partie de leur stock. La demande nationale est forte, surtout dans les régions rurales, où le beurre de karité est la principale graisse alimentaire. « Il se vend également en ville, car les citadins ont tous une origine villageoise et restent attachés à leurs coutumes. Au Mali, il est inconcevable de cuisiner certains plats, comme les haricots, avec un autre corps gras que le beurre de karité », remarque Djénéba Cissé Sow, chargée de programme chez Intercooperation. Des débouchés existent même pour les quantités produites avec des noix dégradées. Dans les zones de pêche, on enduit de beurre les coques des pirogues pour les protéger. Environ 15 pour cent de la production nationale est vendue à des importateurs du Nord, essentiellement des fabricants de chocolat. De petites quantités sont destinées à l'industrie cosmétique. « La filière de l'exportation n'est pas très intéressante pour les productrices. Elle porte sur de faibles volumes. Et les bénéfices sont maigres, car l'industrie chocolatière n'achète que les amandes, dont le prix est nettement inférieur à celui du beurre », remarque Lionel Giron, chargé d'appuyer la création



Larissa Stachow / Sini Pictures

de filières. «Nous explorons plutôt les possibilités d'écouler du beurre et du savon de bonne qualité sur les marchés urbains du Mali et d'Afrique occidentale.»

Ces dernières années, Intercooperation et le Centre écologique Albert Schweitzer se sont employés à perfectionner les techniques de traitement et de conservation. Dans la région de Sikasso, où ces organisations interviennent, la qualité du beurre s'est nettement améliorée. «Hélas, cela n'a guère profité

aux productrices. Tous les intermédiaires ont vu leur bénéfice augmenter, sauf elles. Leur rémunération reste très mince, compte tenu du travail pénible qu'elles accomplissent», constate Djénéba Cissé Sow.

Ressource menacée

Intercooperation se préoccupe également des menaces pesant sur les arbres. Une plante parasite, une sorte de gui, affaiblit les karités. En certains endroits



Bruce Faton / Panos / Strates

de la savane, 90 pour cent des peuplements sont parasités. D'autre part, les pratiques liées à la culture toujours plus intensive du coton empêchent la régénération naturelle. Les paysans labourent leurs champs à l'aide de machines agricoles et ils ont besoin de surfaces toujours plus grandes qu'ils défrichent par brûlis. Dans la mesure du possible, ils laissent sur pied les vieux karités, en raison de leur valeur économique et symbolique. Mais ils n'épargnent pas les rejets naturels qui poussent à proximité. Et si par hasard de jeunes plants ont échappé au feu ou à la charrue, ils feront le délice des troupeaux qui viennent paître sur les champs après la récolte du coton. «Les villageoises s'inquiètent, elles voient que les vieux pieds sont de moins en moins productifs et que la relève n'est pas assurée. Nous devons prendre des dispositions pour pérenniser cette ressource», note Jean-Laurent Pfund, ingénieur forestier. Tel est le but d'un nouveau projet qui devrait débiter en 2006. Les différents acteurs élaboreront des conventions locales afin d'assurer une gestion durable des parcs agroforestiers et de préserver les droits d'exploitation des productrices. ■



Les étapes de la fabrication

Le beurre de karité se fabrique selon une méthode ancestrale qui a été améliorée avec l'aide de la coopération internationale. Une fois débarrassées de leur pulpe, les noix sont bouillies, séchées au soleil puis stockées dans un grenier. Ce stock couvrira les besoins du ménage en graisse alimentaire jusqu'à la saison suivante.

Traditionnellement, les femmes fumaient les noix et les enfouissaient dans la terre. Mais ce procédé confère au beurre un goût amer et une forte acidité. En fonction des besoins, la ménagère prélève une certaine quantité de noix, elle les décortique pour en dégager les amandes. Celles-ci sont pilées dans un mortier ou passées dans le moulin du village. La mouture, mélangée à de l'eau, donne une pâte qu'il faut ensuite malaxer énergiquement jusqu'à l'obtention du beurre. Enfin, le beurre est chauffé dans une marmite afin d'en éliminer les impuretés. Pour les opérations particulièrement pénibles, comme le pilage ou le barattage, les villageoises travaillent en groupe.



Karin Deemarowitz / agenda (4)

Progrès en panne

Naguère adulée pour la beauté de ses paysages, sa culture et ses vins mousseux, la Moldova est aujourd'hui, après une guerre et des années de déclin économique, le pays le plus pauvre d'Europe. Cette république politiquement déchirée est dirigée par les communistes, aussi bien en deçà du Dniestr qu'en Transnistrie, de l'autre côté du fleuve. Malgré tout, elle aspire à entrer dans l'Union européenne. De Ulrich Schmid*.

Des blocs de béton et des mitrailleuses ne sont jamais très agréables à contempler. Avec une kalachnikov sous le nez, la vue d'un tel spectacle est deux fois plus douloureuse. Nous sommes à proximité de Bendery, dans le no man's land qui sépare la Moldova et la région sécessionniste de Transnistrie. Cigarette aux lèvres, les gardes-frontière russes contrôlent nos passeports. Au loin, champs cultivés et jachères se succèdent sur les pentes douces des collines. La nature, riante et fleurie, s'étend à perte de vue.

Les apparences sont hélas trompeuses. La République de Moldova est le pays le plus pauvre d'Europe, plus pauvre encore que l'Albanie. Certains

kolkhozes d'État sont encore en activité, mais l'agriculture privée est à genoux, à l'instar d'ailleurs de presque toute l'économie. La Moldova a beau se trouver «au milieu de l'Europe», comme se plaît à le rappeler son président communiste Vladimir Voronine, elle n'a pas encore vraiment adopté les modèles économiques et politiques de l'Occident.

Exode des jeunes

Les causes de la paralysie sont connues. Lorsqu'elle faisait partie de l'URSS, la Moldova se portait relativement bien. Elle était approvisionnée à des prix symboliques grâce à un intarissable flux de ressources provenant de la Russie et des régions pé-



Moldova



trôlières de la mer Caspienne. Couverte de roubles par les planificateurs moscovites, visitée par des millions de touristes et de curistes, elle jouissait d'une excellente réputation. On la considérait alors comme une république riche, ensoleillée et à l'avant-garde de la culture – Pouchkine y a vécu entre 1820 et 1823. En raison de sa proximité avec la Roumanie, ce biotope multiculturel plein de vie dégageait en outre un parfum d'Occident.

Puis l'Union soviétique s'est effondrée et la Moldova est devenue indépendante du jour au lendemain. Elle s'est alors retrouvée dans la position d'un pays en développement qui a vécu pendant des années de l'aide étrangère et s'est habitué aux avantages d'une existence dépendante. Affaiblie par cette aide pourtant bien intentionnée, la république était incapable de s'intégrer au marché. Même des industries entièrement opérationnelles ont fait faillite car il fallait importer plus de 90 pour cent des matières premières minérales, alors que l'argent faisait défaut. Les conséquences furent désastreuses. Elles sont perceptibles encore aujourd'hui.

Qu'est-ce qui distingue Chisinau, la capitale moldave, des autres métropoles européennes? Il ne s'agit pas de l'architecture. À Kiev ou à Minsk, on trouve aussi un mélange de constructions prérévolutionnaires et stalinienne. Ni les petites échoppes très animées ni les grosses limousines aux vitres teintées de la mafia ne sont non plus des exclusivités moldaves. Non, ce qui constitue une caractéristique unique en Europe, c'est l'absence de jeunes

dans la rue. Partout, dans les cafés, les cinémas et les bus, on ne voit que des personnes d'un certain âge ou des enfants.

Le fait qu'il soit pratiquement impossible de trouver un emploi bien rémunéré en Moldova a provoqué un exode massif de jeunes adultes débrouillards et courageux. Selon les chiffres officiels, environ un quart de tous les salariés travaillent aujourd'hui à l'étranger. Mais la proportion est sans doute deux fois plus élevée si l'on considère uniquement la tranche d'âge des 20-40 ans. Les émigrés envoient une grande partie de leur salaire chez eux et permettent ainsi au pays de garder la tête hors de l'eau. Or une telle situation n'a rien de normal. On ne peut pas considérer qu'un État fonctionne correctement lorsque plus de la moitié de son produit intérieur brut vient de l'étranger.

Réticences européennes

Pourtant, ce ne sont pas les sources de revenus qui manquent. Certes, le sous-sol ne renferme guère de richesses énergétiques. Mais le climat doux et sec est propice à la culture du raisin, des pommes et de la betterave à sucre. Plus de 120 domaines viticoles, pour la plupart étatiques, produisent chaque année environ un million d'hectolitres de vin. Vinifié à partir d'aligoté, un cépage français, le blanc s'est d'ailleurs acquis une renommée internationale. Les rares touristes occidentaux qui s'aventurent en Moldova apprécient également le cognac, les vins mousseux et les vins de dessert. En raison du



Karim Desmarovitz / agenda (2)



L'objet de tous les jours

Le marteau et la faucille

Le chef de l'État moldave Vladimir Voronine est certes communiste, mais depuis qu'il a lancé le mot d'ordre « Adhérons à l'UE! », nombre de ses camarades de parti professent leur attachement aux valeurs européennes. Il suffit néanmoins de s'entretenir avec des politiciens issus de l'ancien système pour constater que l'épinglette portant marteau et faucille a tôt fait de réapparaître au revers des vestons. En République de Transnistrie, l'emblème de l'ex-Union soviétique est omniprésent. On le voit aussi bien sur les drapeaux, les banderoles, les plaques commémoratives et les cartes postales que dans les écoles et les services administratifs. Il orne même des tasses à café et des soupières. Igor Smirnov est un nostalgique de l'Union soviétique. Rien ne le désole autant que de voir ses mentors du Kremlin se détourner complètement de l'ancien courant communiste, surtout de ses signes extérieurs.

protectionnisme de l'Union européenne (UE), ces produits ne parviennent que rarement en Occident.

Ce pays blotti entre les fleuves Prout et Dniestr reçoit toujours un peu d'aide au développement. L'UE n'est cependant pas disposée à lui concéder de meilleures conditions commerciales. L'alcool, le tabac, le blé et le maïs moldaves prennent donc surtout la route de l'Est, alimentant les marchés de l'ex-Union soviétique. Depuis 2000, après des années de réformes structurelles lentes et difficiles, l'économie renoue timidement avec le progrès. Les communistes au pouvoir à Chisinau ne sont toutefois pas de fervents réformateurs et les entreprises indépendantes de l'État continuent de les déranger.

La transformation du pays est également entravée par sa division. Dans le désordre provoqué par le démantèlement de l'Union soviétique, le territoire situé à l'est du Dniestr a fait sécession, craignant que la Moldova ne se rattache à la Roumanie. Dirigée par Igor Smirnov, un fidèle de Moscou, et protégée par les troupes russes, la République de Transnistrie bénéficie aujourd'hui encore d'une indépendance de facto. Bien qu'aucun pays du monde ne l'ait reconnue, elle a un poids considérable, car près de la moitié de l'industrie moldave se trouve sur son territoire. Depuis le bref conflit de 1992, un calme tendu règne sur les rives du Dniestr. Plusieurs initiatives de réconciliation se sont succédé; divers modèles d'autonomie ont été avancés. Mais ces démarches ont échoué car Moscou exige de la Transnistrie qu'elle fasse du maintien à long terme des troupes russes une condition préalable à toute réunification. Finalement, le communiste

Vladimir Voronine s'est tourné l'an dernier vers l'UE et il a adhéré – plus par nécessité que par penchant naturel – aux principes des «révolutions oranges» qui ont modifié la carte politique des pays entourant la Moldova.

Gagaouzie autonome

Les Russes et les Ukrainiens, de langue slave, sont majoritaires en Transnistrie, tandis que la langue la plus couramment parlée en deçà du Dniestr est le moldave, presque identique au roumain. Pourtant, on ne peut pas qualifier d'ethnique ou de culturel le conflit qui oppose la Moldova à ce territoire devenu un paradis de la contrebande. Les raisons politiques sont plus importantes. Bien sûr, certaines animosités sont d'origine ethnique. Mais le fait est que les russophones sont plus nombreux en Moldova qu'en Transnistrie et que les roumanophones n'ont pas toujours la vie facile en Transnistrie, même s'ils n'ont pas été persécutés jusqu'ici. Depuis des décennies, de nombreuses minorités cohabitent pacifiquement en Moldova. La plus connue est celle des Gagaouzes, qui vivent dans le sud du pays. Le statut d'autonomie dont ils bénéficient pourrait servir un jour de modèle à la résolution du conflit de Transnistrie. ■

**Ulrich Schmid est correspondant de la «NZZ» pour l'Europe centrale et orientale. Il est basé à Prague, en République tchèque.*

(De l'allemand)

La Moldova et la Suisse

Des petits crédits à la lutte contre le trafic d'enfants

(bf) Depuis 2000, la Suisse participe à l'aide à la Moldova. Elle lui fournit en particulier une aide humanitaire, coordonnée par le bureau de coopération basé à Chisinau, la capitale. Dans le cadre de sa coopération technique bilatérale, la DDC apporte depuis 2004 un soutien renforcé au processus de transition poursuivi par des acteurs publics et privés. Pour 2005, le budget global de l'aide se monte à 4,8 millions de francs, dont 2,6 millions pour la coopération technique. Voici les priorités du programme de coopération :

Coopération

Emploi et revenus : La Suisse soutient un programme de la Banque mondiale destiné à promouvoir les coopératives rurales d'épargne et de crédit. De 2005 à 2007, elle fournit des conseils techniques portant en particulier sur l'élargissement du portefeuille, qui inclura également des crédits à long terme. Un projet mené avec l'agence de développement suédoise SIDA vise à réformer la formation professionnelle. Il sera lancé cette année encore.

Développement social : Un programme mené conjointement avec le ministère de la santé et l'Unicef a pour objectif d'améliorer la formation

du personnel soignant dans tout le pays et d'informer la population sur le thème « mère et enfant ». Les premières mesures ont été prises afin de mettre en place des soins psychiatriques ambulatoires. Il est prévu de réaliser d'ici 2007 des activités destinées à améliorer l'ergothérapie psychiatrique ainsi que l'équipement des cliniques obstétriques.

Aide humanitaire

Crises aiguës et chroniques : Des programmes d'aide d'urgence prévoient en hiver des soupes populaires ainsi que la livraison de combustible et de lait en poudre aux institutions sociales. En été, des camps sont organisés pour les enfants de familles défavorisées.

Infrastructures : Des systèmes de distribution d'eau potable sont construits dans les districts ruraux. Le programme comprend également des contrôles de la qualité de l'eau, des campagnes publiques pour sensibiliser la population à l'eau et à l'hygiène, ainsi que l'assainissement de homes et de cliniques psychiatriques.

Trafic d'êtres humains : L'accent est mis sur la lutte contre le trafic d'enfants et sur la prévention de la migration illégale des femmes.

Faits et chiffres

Nom

République de Moldova

Capitale

Chisinau (prononcer : Kichinaou)
env. 800 000 habitants

Population

4,46 millions d'habitants

Superficie

33 843 km²

Groupes ethniques

Moldaves : 65%
Ukrainiens : 14%
Russes : 13%
Gagaouzes : 3,5%
Bulgares : 2%
Minorités juives et d'origine allemande

Langues

Le moldave (presque identique au roumain) est la langue officielle ; mais on parle également le russe et le gagaouze (langue turque)

Religions

Plus de 90% des habitants appartiennent à l'Église orthodoxe. Selon leur origine, ils sont orthodoxes moldaves, orthodoxes russes ou orthodoxes ukrainiens. Les Gagaouzes sont également en majorité orthodoxes. Quelque 20 000 habitants se rattachent à l'Église catholique romaine. La Constitution moldave reconnaît la liberté du culte.

Partenaires commerciaux

Ukraine, Russie, Roumanie, Allemagne, Biélorussie

Repères historiques

1359 Fondation de la principauté de Moldavie au terme de la domination hongroise.

1538 La Moldavie devient un État vassal turc.

1812 La Russie annexe la Bessarabie, partie de la Moldavie comprise entre le Prout et le Dniestr.

1918 La Bessarabie s'unit à la Roumanie.

1924 Staline fonde sur la rive gauche du Dniestr (l'actuelle Transnistrie) la République socialiste soviétique autonome de Moldavie (RSSAM).

1940 Après avoir adressé un ultimatum à la Roumanie, Staline récupère la Bessarabie. Il l'unit à la RSSAM pour fonder la République socialiste soviétique de Moldavie (RSSM).

1941-1944 Alliée à Hitler, la Roumanie occupe à nouveau le territoire perdu en 1940.

1944 Reconquête par l'Armée rouge, la Moldavie retrouve ses frontières d'avant la Seconde Guerre mondiale. La Roumanie la reconnaît en 1947 comme une partie intégrante de l'URSS.

1990 Le 23 juin, la Moldova déclare sa « souveraineté » au sein de l'Union soviétique. En août, proclamation d'une République gagaouze autonome. En septembre, proclamation de la République de Transnistrie à Tiraspol. Le gouvernement de Chisinau ne reconnaît pas ces deux républiques.

1991 Le 27 août, la Moldova proclame son indépendance. Des combats opposent les séparatistes russo-ukrainiens (soutenus par des contingents cosaques) aux unités de la police moldave. Intervention de la 14^e armée russe commandée par le général Alexandre Lebed.

1992 En juillet, accord de paix entre Tiraspol et Chisinau.

1994 Les Gagaouzes obtiennent un statut d'autonomie. Le parti communiste (PC) est à nouveau autorisé.

1996 Petru Lucinschi remporte les élections présidentielles.

1997 Mémoire sur l'autonomie de la Transnistrie.

1998 Le PC remporte 30% des voix aux élections parlementaires.

2001 Le PC triomphe aux élections parlementaires anticipées et remporte plus de 50% des voix. Son leader Vladimir Voronine accède à la présidence.

2005 En mars, le PC enregistre un léger recul aux élections parlementaires : il réunit 46,1% des voix, mais reste le parti le plus fort. Avec l'appui des députés démocrates chrétiens, Vladimir Voronine est réélu à la présidence.



Espoirs et craintes en Moldova



Viorica Lifari est professeure à l'Université étatique de Moldova, à Chisinau. Vice-présidente de la Faculté de philologie anglaise jusqu'en juillet 2005, elle a récemment été promue vice-doyenne de la Faculté de langues et littératures étrangères. Elle enseigne la théorie des langues germaniques, l'histoire de la langue anglaise, l'étude sémiotique des textes et donne plusieurs cours à option sur la théorie et la pratique de la langue anglaise. Actuellement, elle rédige une thèse dans le domaine de la linguistique. Viorica Lifari est mariée et mère d'une fillette de 6 ans.

Mon mari et moi faisons partie de la catégorie des 30-40 ans. À cet âge, les gens ont fondé une famille, ils partagent leur temps entre le travail et l'éducation des enfants. Les parents travaillent et les enfants grandissent. En Moldova, la vie de beaucoup de gens s'organise tout autrement, car il n'est pas rare que l'un des parents ou les deux travaillent à l'étranger. Les enfants restent au pays et sont confiés à des personnes qui ne s'occupent pas vraiment d'eux. Ils se languissent de leurs parents et espèrent connaître une vie meilleure lorsque ceux-ci seront de retour.

Tous les petits Moldaves vont à l'école, même les Tsiganes, en tout cas dans la capitale. Selon les moyens financiers de leurs parents, ils fréquentent des écoles publiques ou privées et des jardins d'enfants. Ils y passent deux tiers de leur journée. Le week-end est réservé à des activités en famille : parents et enfants se rendent au concert, au théâtre, au cirque, au zoo ou au manège ; ils font des promenades dans le parc, vont au café ou au restaurant, ils rendent visite aux grands-parents ou à d'autres membres de la famille. Dans la mesure où leurs deux parents sont en vie et exercent une activité rémunérée, presque tous les enfants possèdent un ordinateur et savent utiliser Internet. Je pense que les parents, eux aussi, sont heureux, même s'ils sont très occupés tant à la maison que dans leur vie professionnelle.

En été, les familles ont coutume de passer une ou deux semaines au bord de la mer. Selon leurs moyens, elles se rendent en Bulgarie, en Rouma-

nie, en Turquie ou en Espagne. Certaines choisissent l'Ukraine en passant par la Transnistrie, ce qui est la destination la plus simple, mais pas la plus avantageuse.

Dans la tranche d'âge des 45-60 ans, le style de vie est plus hétérogène. Après l'effondrement de l'Union soviétique, ces gens ont dû se débrouiller pour réorganiser leur carrière, ce qui n'a pas manqué d'avoir un impact sur la vie quotidienne de toute la famille. La plupart des Moldaves qui travaillent à l'étranger, légalement ou illégalement, ont entre 35 et 50 ans. À partir de 45 ans environ, les parents doivent généralement financer les études universitaires de leurs enfants. S'ils ne peuvent pas gagner l'argent nécessaire en Moldova, ils vont chercher du travail à l'étranger. Les jeunes restés au pays mènent une vie assez agréable : si certains sont raisonnables et gèrent soigneusement l'argent que leur envoient leurs parents, d'autres le dépensent sans compter.

La situation des personnes âgées est la moins enviable. Elles touchent une minuscule rente et comptent chaque mois les jours qui les séparent du prochain versement. Elles ont travaillé dur toute leur vie en espérant se reposer à leur retraite, mais cet espoir a été déçu. Leur vie quotidienne est pénible. D'après moi, la vie n'est pas tellement difficile en Moldova si l'on est en âge de travailler. En combinant plusieurs emplois, on peut gagner un salaire raisonnable sans avoir à s'exiler.

J'espère que les conditions économiques s'amélioreront suffisamment pour permettre aux travailleurs émigrés de rentrer au pays. J'espère aussi que la Moldova pourra bientôt entrer dans l'Union européenne. De nombreux efforts d'adaptation sont en cours, du moins dans le domaine de l'éducation que je connais bien. À titre d'exemple, la Moldova a introduit en septembre dernier le nouveau système européen d'enseignement supérieur, instauré par la Déclaration de Bologne.

Mes craintes concernent en revanche les enfants qui ont dû rester ici pendant que leurs parents travaillaient à l'étranger. Ces jeunes pourraient développer une certaine agressivité, se mettre à détester ce pays qui les a séparés de leurs parents et finalement partir, eux aussi, à la recherche de meilleures perspectives d'avenir. ■

(De l'anglais)



Karim Desmarovitz / agenda



Quelle aide pour l'Afrique ?

Depuis quelque temps, on parle beaucoup de l'aide à l'Afrique, de son utilité, de son volume, de ce qu'elle devrait être ou ne pas être. Que s'est-il donc passé ?

En janvier 2005, le Forum économique de Davos a placé la lutte contre la pauvreté en tête des priorités mondiales. Des personnalités politiques ont proposé de nouvelles idées pour financer le développement. L'aide à l'Afrique et le désendettement ont été portés à l'agenda du G8 par la Grande-Bretagne qui en assumait la présidence. En septembre, l'ONU a invité tous les chefs d'État à évaluer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il n'est donc pas surprenant que l'Afrique fasse encore la une des journaux et que tout le monde – spécialistes et dilettantes – exprime des avis sur ce sujet.

Il est intéressant de constater que des approches idéologiques sont tout à coup formulées même dans les milieux de droite et libéraux, alors qu'elles étaient naguère plutôt l'apanage de la gauche. Beaucoup voient l'Afrique comme une seule entité et un cas désespéré. À leurs yeux, il faudrait diminuer l'aide, puisque la gouvernance laisse à désirer et que la corruption est généralisée. L'Afrique n'est pourtant pas une et indivisible. C'est un continent qui compte 58 pays et 880 millions d'habitants (221 millions en 1950). L'Afrique abrite d'innombrables cultures et modes de vie. Chaque région se trouve à un stade de développement différent. Ne percevoir l'Afrique qu'en noir et blanc, c'est passer à côté de sa diversité multicolore.

Certes, nombre de pays africains ont des problèmes et la situation n'est pas rose. Malheureusement, il en va de même pour l'aide internationale. On exige de l'Afrique qu'elle améliore sa gouvernance. C'est important et légitime. Mais quel pays industrialisé offre l'exemple d'une gouvernance modèle ? Que sont devenues toutes nos belles promesses ? Comment se comportent les acteurs du secteur public, de l'économie, de la société civile, de la science et

des médias ? Quels sont les intérêts et les agendas des uns et des autres ? Sont-ils publics ou secrets ?

L'Afrique a besoin de l'aide internationale et de partenariats pour que ses pays puissent s'intégrer dans l'économie mondiale et en profiter. Il est également dans l'intérêt des pays industrialisés de réaliser des partenariats pour la paix, la sécurité et le développement, même si cela demande beaucoup de moyens, d'efforts et de volonté.

Les modalités de l'aide et des partenariats avec l'Afrique varient beaucoup. La Suisse soutient d'une part les efforts multilatéraux et mène d'autre part une coopération bilatérale avec certains pays. Dans ce cas, elle établit un dialogue d'État à État. Mais environ deux tiers de son aide sont mis en œuvre directement par les acteurs de la société civile et de l'économie. La DDC et le seco conviennent avec leurs partenaires d'objectifs communs et veillent à leur concrétisation. Nous ne jouons pas des coudes pour imposer nos idées politiques, mais nous exigeons un contexte approprié, de la transparence et un engagement à rendre des comptes. Cette approche fonctionne bien, parfois même fort bien. Les moyens sont engagés efficacement.

Mais nous ne pouvons pas résoudre tous les problèmes ni être partout. Nous faisons preuve d'innovation, fixons des jalons, testons volontiers de nouvelles connaissances et expériences. Et nous sommes prêts à nous investir dans la définition des politiques bilatérales et multilatérales. D'une part, nous sommes responsables de ce que nous entreprenons. D'autre part, nous devons contribuer à l'effort commun en faveur d'un continent qui, tout comme l'Europe, aspire à la paix, à la sécurité et au développement. C'est d'êtres humains dont il est question. Nous ne pouvons pas rester indifférents. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Les réfugiés oubliés du



Violations des droits de l'homme

Les organisations de défense des droits de l'homme portent de graves accusations contre le régime militaire et l'armée du Myanmar. Preuves à l'appui, elles dénoncent des cas de déportations, de tortures, de viols, de travail forcé et de brutalités à l'encontre des minorités ethniques, principalement dans les régions où vivent les Karens et les Shans. Par ailleurs, l'armée enrôle de force des enfants. Selon les estimations de ces organisations, l'armée gouvernementale compte 60 000 enfants soldats dans ses rangs, tandis que 6000 autres enfants sont engagés dans les troupes rebelles.

Loin des feux de l'actualité, des réfugiés du Myanmar (anciennement Birmanie) vivent dans des camps en Thaïlande. Nombre d'entre eux ont choisi l'exil il y a bien longtemps déjà pour échapper à l'armée birmane. Certains réfugiés sont nés et ont grandi dans les camps. Ils ne survivent que grâce à l'aide des organisations internationales.

(mr) Pendant la mousson, le chemin qui mène au camp de Ban Pang Qwai à travers la jungle se transforme en une longue coulée de boue rouge. Il reste impraticable durant des semaines. Impossible alors pour les camions des organisations internationales de livrer la nourriture tant attendue. Situé près de la frontière avec le Myanmar, le camp thaïlandais accueille quelque 18 000 réfugiés birmans, appartenant pour la plupart à la minorité karenne. Le camp se compose de petites huttes de bambou au toit de paille, très proches les unes des autres. Il est étroitement surveillé par l'armée thaïlandaise. Huit autres camps de réfugiés se trouvent plus au sud, le long de la frontière birmane. Au total,

150 000 personnes de différentes ethnies y ont trouvé refuge. Et, chaque jour, de nouveaux réfugiés arrivent, avec pour tout bagage les maigres effets personnels qu'ils ont pu emporter.

Les réfugiés n'ont pas la possibilité de subvenir à leurs besoins. Ils n'ont pas l'autorisation d'exercer une activité lucrative en dehors des camps. Qui plus est, ces derniers sont situés au beau milieu de la jungle. L'approvisionnement alimentaire est assuré par le Thailand Burma Border Consortium (TBBC) qui achemine vers les camps des rations de base comprenant riz, pâte de poisson, sel et sucre. Regroupement de plusieurs œuvres d'entraide, le TBBC reçoit l'aide de la DDC via Caritas.

Myanmar

Soixante ans de conflit

Il y a des décennies que le Myanmar est le théâtre de conflits armés. La répression du gouvernement birman a commencé en 1948, peu après l'indépendance et le départ des troupes britanniques. Le régime militaire réprime par la force toute tentative de démocratisation. De plus, le pouvoir central mène une lutte sanglante contre les minorités ethniques qui vivent dans plusieurs régions du pays. Différents groupes armés s'affrontent dans ce conflit. Plusieurs d'entre eux appartiennent aux minorités shan, karen, mon et karenni.

Ces populations refusent de se soumettre aux prétentions territoriales de Rangoon. Elles sont repoussées toujours plus à l'est par les forces gouvernementales. Au début des années 80, des groupes d'habitants ont fui vers la Thaïlande voisine. Les premiers camps de réfugiés ont vu le jour de l'autre côté de la frontière en 1984. Leurs occupants ne

tion internationale relative au statut des réfugiés. Les réfugiés ne sont pas les seuls Birmans en Thaïlande. Selon des estimations, environ trois millions de ressortissants du Myanmar sont établis dans le pays voisin. La plupart sont entrés illégalement, dans l'espoir de gagner un peu d'argent, et ils se débrouillent tant bien que mal en pratiquant des petits boulots mal payés.

Émigrer vers un pays tiers

K'Nyaw Paw a fui le Myanmar avec ses parents lorsqu'elle était enfant. Aujourd'hui âgée de 23 ans, elle vit toujours dans un camp de réfugiés. La situation des jeunes qui sont nés et ont grandi dans les camps est particulièrement préoccupante. Ils reçoivent certes un enseignement, mais celui-ci n'est dispensé que dans la langue du groupe ethnique qui est majoritaire dans le camp. « Ces enfants ne parlent ni thaï ni anglais. Lorsqu'ils quitteront le



sont toutefois pas à l'abri des attaques des troupes gouvernementales. Des organisations de défense des droits de l'homme ont témoigné du fait que les soldats birmans effectuent des raids au-delà de la frontière.

Convention non signée

Lorsque de nouveaux réfugiés arrivent dans un camp, ils construisent leur abri avec l'aide des habitants déjà installés. Le TBBC leur fournit le matériel nécessaire : tiges de bambou, bois d'eucalyptus, clous et cordes. Les autorités locales ont interdit l'utilisation de béton et de ciment.

Les Thaïlandais ne soutiennent pas activement les réfugiés du Myanmar. Ceux-ci sont par conséquent dépendants de l'aide internationale. Pour être admis dans l'un des camps situés le long de la frontière, les réfugiés doivent être en mesure de prouver que leur vie est directement menacée. Pour des raisons à la fois politiques et économiques, la Thaïlande tient à conserver de bonnes relations avec le Myanmar. Elle n'a d'ailleurs pas signé la Conven-

tion internationale relative au statut des réfugiés. Les réfugiés ne sont pas les seuls Birmans en Thaïlande. Il est donc nécessaire d'améliorer le système d'éducation», explique Jean-Michel Jordan, coordinateur de la DDC en Asie du Sud-Est.

Les réfugiés veulent toujours croire à un prochain retour dans leur patrie. À défaut, ils espèrent qu'on les autorisera à vivre durablement en Thaïlande. Malheureusement, leurs chances sont faibles de pouvoir réaliser l'un ou l'autre de ces rêves. Selon M. Jordan, la situation politique reste critique au Myanmar et il est peu probable que le gouvernement accepte dans un avenir proche de négocier avec les minorités ethniques.

Une autre option se dessine : « Quelques réfugiés ont pu récemment émigrer vers un pays tiers. Cette évolution ouvre de nouvelles perspectives aux habitants des camps. » ■

(De l'allemand)

Droit à l'éducation et au travail

En Thaïlande, la DDC soutient notamment le programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Celui-ci veille en particulier à assurer la sécurité des réfugiés dans les camps et s'efforce de défendre leurs droits face aux autorités thaïlandaises. Le viol figure parmi les délits les plus fréquents dans les camps. On a aussi enregistré quelques cas d'exécutions sommaires. La Thaïlande n'a pas ratifié la Convention internationale relative au statut des réfugiés. C'est pourquoi le HCR négocie avec le gouvernement thaïlandais de nouvelles conditions pour le statut des réfugiés. Les principaux problèmes abordés sont le droit à l'éducation et à la formation professionnelle, le droit d'exercer une activité rémunérée et le droit de quitter provisoirement les camps.

La géographie au service de la paix

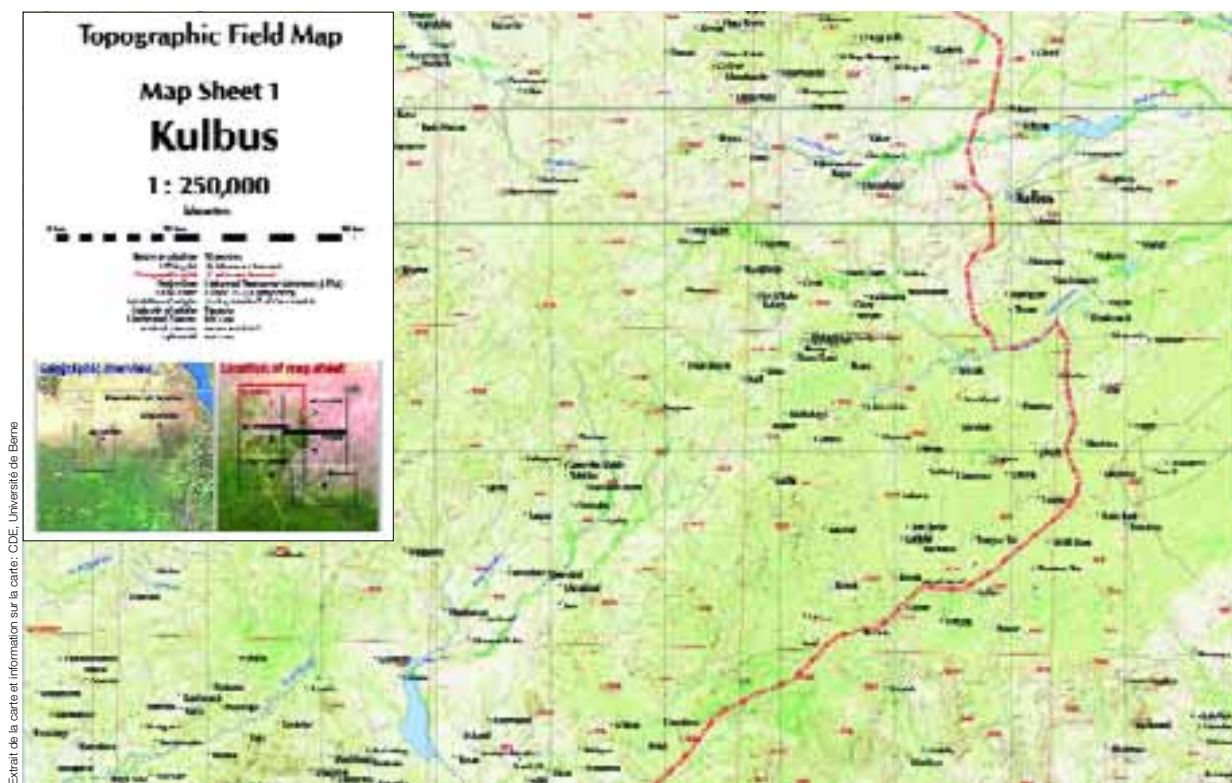
L'espoir renaît au Soudan depuis la signature, au printemps 2004, d'un accord de paix entre le gouvernement central et les rebelles du sud. Les opérations de reconstruction dans le sud du pays se basent sur un ensemble de cartes topographiques qui ont été élaborées récemment en Suisse.

Divergence

Les scientifiques du CDE voudraient mettre leurs informations, sous forme électronique, à la disposition de toutes les personnes intéressées. « Notre base de données GIS permet bien d'autres applications que la seule impression de cartes. Elle pourrait par exemple être utilisée pour coordonner l'approvisionnement médical ou effectuer des analyses avant le forage de puits », explique Jürg Krauer. Du côté des mandants, on se contente pour l'heure de recourir aux cartes topographiques. « La mise à disposition de données électroniques demande réflexion », remarque Hansjürg Ambühl. « Lorsque des sources numériques sont accessibles par voie électronique, elles ont certainement une portée plus étendue. Mais elles ne sont plus protégées et n'importe qui peut les modifier, le cas échéant à mauvais escient. »

Cartes du Soudan sur Internet

Les cartes du Soudan peuvent être consultées sur deux sites Internet : celui du Gurtong Peace Project (www.gurtong.org) et celui du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne (www.cde.unibe.ch/sudan/maps).



(gn) Les travaux cartographiques ont englobé une superficie de quelque 900 000 kilomètres carrés, soit presque 22 fois la Suisse. Ils ont été réalisés par le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Institut de géographie de l'Université de Berne, sur mandat de la DDC et de la Division politique IV du DFAE. « L'accord de paix a ouvert la voie à la reconstruction dans le sud du Soudan », déclare Hansjürg Ambühl, chef de la section Afrique de l'Aide humanitaire. « Ces cartes constituent un instrument de travail indispensable aussi bien pour la coordination de l'aide humanitaire que pour les efforts de reconstruction. Nous entendons les mettre à la disposition de tous les intervenants. »

Comme ils l'avaient déjà fait pour les monts Nuba et le Darfour, les chercheurs du CDE ont établi des cartes pour le sud du pays en travaillant sur des données qu'ils pouvaient consulter et traiter à Berne. Ils ont réuni des cartes britanniques datant de l'ère coloniale, d'autres établies par les Russes dans les années 70, puis des données géographiques obtenues via Internet et des photos prises par satellite. Pour la première fois, il a été possible d'utiliser les relevés

effectués au-dessus du Soudan par la navette spatiale américaine durant sa mission topographique en 2000. La représentation du terrain et des cours d'eau en a été sensiblement améliorée.

Les informations provenant de différentes sources sont stockées dans une base de données électroniques. Grâce à ce système d'information géographique (GIS), les scientifiques peuvent relier entre elles les différentes données afin d'obtenir une image globale. « Ce matériel volumineux nous permet de produire des cartes d'excellente qualité à l'échelle 1:500 000 », constate Jürg Krauer, responsable du projet. Sur la carte à l'échelle 1:250 000, on laisse au début des espaces blancs, en escomptant qu'ils seront remplis ultérieurement par des relevés effectués sur le terrain. « Nous voulons mettre à la disposition des gens sur place une base de travail politiquement neutre », souligne Jürg Krauer. L'établissement de ces cartes requiert une certaine dose de tact et de diplomatie : en de nombreuses régions, par exemple, le tracé de la frontière est incertain, voire controversé. ■

(De l'allemand)

Examen de l'aide suisse par l'OCDE

(grg) L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) examine périodiquement le système d'aide de ses pays membres. En 2005, elle s'est penchée sur la coopération de la Suisse avec les pays en développement et les pays de l'Est, de même que sur son aide humanitaire. Elle a analysé l'orientation stratégique, la coopération multilatérale, la mise en œuvre concrète des programmes sur le terrain ainsi que les procédures et les structures administratives. Le rapport final, qui contient des conclusions et des recommandations, a été débattu le 30 juin au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Conviée à la réunion, une délégation suisse a pris position sur les différents points traités. L'OCDE reconnaît que la Suisse fournit une coopération internationale de qualité élevée, mais

lui demande un engagement accru sur le plan financier. Elle l'invite en outre à concentrer davantage son aide sur un certain nombre de pays et de thèmes. D'autres recommandations portent sur la cohérence des différentes politiques de la Suisse dans ses relations avec les pays pauvres, sur l'aide humanitaire et sur diverses questions organisationnelles. La Suisse étudiera ce rapport avec le plus grand soin.

Partage de poste à l'étranger

(abb) Au bureau de coopération d'Islamabad, un couple se partage le poste de coordinateur et de coordinatrice de la DDC. À Delhi, un autre couple assume la suppléance de la coordination. La DDC considère que le partage de poste contribue à promouvoir l'égalité des chances et à améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Cela permet de répartir des responsabilités dirigeantes. De plus,

c'est un excellent moyen de concilier famille et travail dans le contexte difficile que constitue un engagement à l'étranger. Alors que ce modèle peut en principe être appliqué sans restriction aux postes de la centrale à Berne, il en va tout autrement pour les activités à l'étranger: seul un couple peut entrer en ligne de compte, car un poste à temps partiel à l'étranger coûterait trop cher en frais de déplacement et de séjour. Les expériences en matière de partage de poste dans les bureaux de coopération sont encore récentes, mais les réactions des personnes concernées et de leur entourage sont extrêmement positives.

«Nous ne formons qu'un seul monde»

(aze) Trois fois par année, la DDC organise dans un cadre restreint des expositions de photos portant sur des thèmes mondiaux. Son but est de favoriser une meilleure compréhension

des populations vivant au Sud ou à l'Est, et de promouvoir la solidarité. Simultanément, ces expositions permettent aussi de soutenir des artistes qui traitent de ces problèmes et elles contribuent au dialogue interculturel en Suisse. Pour une fois, c'est une école qui s'est intéressée à l'espace d'exposition de la DDC. Urs Knoblauch, professeur de dessin au gymnase littéraire de Rämibühl (ZH), avait choisi pour son cours d'éducation artistique le thème «Nous ne formons qu'un seul monde». Ses élèves ont ainsi réalisé des études de dessin sur la base de photos tirées du magazine de la DDC *Un seul monde*. Leurs linogravures en couleurs et dessins au crayon ont été exposés en septembre dans le hall central de la DDC à Berne. Lors du vernissage, quelque 80 adolescents ont présenté ces œuvres aux invités. Ils ont en outre organisé l'ambiance musicale qui a agrémenté cet événement.

Au fait, qu'est-ce que la décentralisation ?

(bf) La décentralisation désigne en général le processus par lequel l'État central transfère des compétences, des ressources, des responsabilités et des pouvoirs de décision à des échelons inférieurs de la structure étatique (provinces, districts, régions, villes, communes, villages, etc.). Ce processus a pour objectif de favoriser la prise de décision au niveau où surviennent les problèmes. Ainsi, les groupes ou individus directement concernés sont associés aux décisions politiques, ce qui réduit la distance entre les citoyens et les instances officielles. Il est important de ne pas déléguer uniquement le pouvoir de décision, mais également les compétences et les moyens qui permettront de concrétiser les décisions. L'État central doit néanmoins continuer de jouer le rôle important qui consiste à assurer l'équilibre entre régions «fortes» et régions «faibles».

Le concept de décentralisation recouvre trois grands domaines. La *décentralisation politique* vise à accroître la participation de la population aux décisions politiques, par exemple en organisant des élections locales. La *décentralisation administrative* consiste à répartir les compétences pour l'accomplissement des tâches publiques entre des autorités qui occupent des niveaux différents dans la structure étatique. La *décentralisation fiscale* revêt une importance cruciale, car les échelons inférieurs de la structure ne peuvent réaliser de manière indépendante les tâches transférées

que s'ils disposent des ressources nécessaires et s'ils ont la compétence requise pour prendre des décisions relatives aux dépenses. Un des principaux défis de la décentralisation est de faire progresser le processus en veillant à concilier ces trois niveaux.



Mark Edwards / Still Pictures



La Bosnie-Herzégovine

La Constitution arrêtée à Dayton définit la Bosnie-Herzégovine comme une confédération formée de deux « entités » : la Fédération croato-musulmane (51% du territoire, 3,75 millions d'habitants) et la Republika Srpska (49% du territoire, 1,25 million d'habitants). La population de Bosnie-Herzégovine compte 48% de Bosniaques musulmans, 37% de Serbes et 14% de Croates. La Fédération croato-musulmane est divisée en dix cantons : cinq à dominance bosniaque, trois à majorité croate et deux cantons mixtes. L'État unitaire est faible, comparé aux deux entités et à leurs cantons. Certes, on est en train de créer un ministère commun de la défense. Mais la sécurité intérieure, l'éducation, la santé et l'économie sont toujours réglementées essentiellement au niveau des deux entités, voire des cantons. Cette structure décentralisée est souvent critiquée pour son manque d'efficacité et son coût élevé. Elle complique le rapprochement avec l'OTAN et l'UE. En outre, elle offre un terrain idéal pour le blanchiment d'argent et la criminalité organisée.

La Bosnie à la recherche de sa propre Constitution

Dix ans après la fin du conflit qui l'a déchirée, la Bosnie-Herzégovine tente plus que jamais de définir son identité et d'adopter une position claire à l'intérieur de l'Europe. L'écrivain suisse Adolf Muschg a participé aux discussions publiques qui contribuent à faire progresser une réflexion passionnante sur les questions constitutionnelles et sur les perspectives d'avenir. De Andreas Ernst*.

Il y a un peu plus de dix ans, il était de bon ton parmi les intellectuels occidentaux de se rendre à Sarajevo. La ville était assiégée. Les Serbes de Bosnie terrorisaient la population avec leur artillerie et leurs francs-tireurs. Les visiteurs occidentaux venaient « par solidarité », pour montrer qu'ils n'entendaient pas « laisser tomber » la cité pluriculturelle. « Certains nous ont réellement aidés », explique une écrivaine. « C'est le cas de Susan Sontag, par exemple. » L'essayiste américaine a monté la pièce *En attendant Godot* avec des acteurs locaux. Elle a été courageuse et curieuse, car « cet événement a constitué une rencontre avec le monde extérieur ». Mais beaucoup d'autres intellectuels ne se sont préoccupés que de leur propre désarroi. C'était il y a dou-

ze ans. Depuis que les accords de Dayton ont mis un terme à la guerre en novembre 1995 et que les médias internationaux sont partis, l'intérêt des intellectuels occidentaux pour la Bosnie s'est considérablement réduit.

Cumul des identités

Adolf Muschg a fait le voyage de la Bosnie pour la première fois en été 2005. Le bureau de coopération de la DDC à Belgrade l'avait invité à participer à un débat sur l'avenir de la Constitution. Simple annexe au traité de paix, la loi fondamentale bosniaque est le résultat de la guerre, des épurations ethniques et d'après négociations menées à Dayton. Cela explique sa structure complexe (voir

textes en marge). La réforme constitutionnelle se heurte à un problème central : ni les Serbes ni les Croates ne considèrent l'État fédéral de Bosnie-Herzégovine comme leur patrie. Les deux groupes tiennent à ce que les compétences décisionnelles demeurent dans leur entité respective ou dans leurs cantons. À l'inverse, bon nombre de Bosniaques ne voient pas d'un bon œil ce fédéralisme qui affaiblit l'État unitaire.

« Les débats constitutionnels ne sont jamais populaires, sauf dans des situations révolutionnaires », explique Adolf Muschg. Mais ce n'est pas une raison pour se décourager. Peut-être que le débat se fonde sur des idées fausses, comme l'hypothèse selon laquelle les différentes identités s'excluent : « Pourquoi un citoyen de la Republika Srpska ne pourrait-il pas se sentir également citoyen de Bosnie-Herzégovine, tout comme je suis à la fois Zurichois et Suisse ? »

Adolf Muschg n'est pas un expert des Balkans, ce

vent s'offrir une structure centralisée. Tous les autres doivent trouver une forme appropriée de fédéralisme.

Polémique ou rapprochement ?

Lorsqu'une journaliste serbe de Bosnie lui demande si la Republika Srpska constitue un obstacle à l'intégration de la Bosnie-Herzégovine en Europe, il répond sans ambages : « Pas du tout. Au contraire, la réunion sous un même toit de plusieurs entités différentes est une conception très européenne. » Adolf Muschg aborde là un sujet très sensible en Bosnie. Il ne le sait pas, ce qui le rend d'autant plus convaincant.

L'écrivain considère comme positive la crise déclenchée par le rejet de la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas, car elle contraint l'Union européenne (UE) à s'interroger sur ses fondements culturels. Manifestement, un espace économique et monétaire ne suffit pas à transfor-



qui est plutôt un avantage dans ses discussions. Il ne propose pas de recette toute faite. Mais il sait de quoi il parle. Ses premières expériences en la matière remontent à 1977, quand il a participé au projet avorté de révision totale de la Constitution fédérale suisse. L'étude de ce texte et surtout du contexte européen ont fait de lui un fédéraliste convaincu. Il est d'avis que seuls quelques pays peu-

mer les citoyens des différentes nations en citoyens européens. La Bosnie se trouve dans une situation similaire. Après la « solution d'urgence » de Dayton, elle doit trouver sa place en Europe. « Vous, citoyens de Bosnie, devez résoudre le même problème que celui qui est posé à l'UE. » Si la Bosnie peut le faire, l'Europe réussira elle aussi.

Les médias sont enchantés d'avoir trouvé en Adolf

Le compromis de Dayton

Les accords de Dayton se basent sur les conditions créées par les événements tragiques qui se sont produits en Bosnie jusqu'à l'automne 1995. Dans un premier temps, la quasi-totalité des musulmans ont été chassés du territoire dominé par les Serbes et la zone serbe a été élargie à 70% du territoire. Les Croates et les musulmans ont riposté durant l'été 1995 : ils ont chassé les Serbes et établi une ligne de front qui partageait le pays en deux parties égales. Sur la base aérienne de Dayton, dans une zone reculée de l'Ohio, le médiateur américain Richard Holbrooke a réussi à imposer un compromis. Sa solution a permis de sauver la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État, mais au prix d'une décentralisation largement définie sur la base de critères ethniques. Le président serbe Slobodan Milosevic a été, aux côtés de Richard Holbrooke, le principal artisan de l'accord. C'est lui qui a vaincu l'opposition des Serbes de Bosnie à ce compromis et qui s'est mis d'accord avec son homologue croate Franjo Tudjman.



Une plate-forme dédiée à la Constitution

Le bureau de coopération de la DDC à Sarajevo a mis sur pied, en collaboration avec l'ambassade de Suisse, une plate-forme qui a pour but d'alimenter le débat sur la Constitution. Les expériences suisses (fédéralisme, démocratie directe, traitement des minorités, régions périphériques) alimenteront certainement la discussion, mais celle-ci sera essentiellement menée par des experts, des intellectuels et des politiciens bosniaques. Plusieurs tables rondes, des ateliers, des voyages d'étude et de petits mandats de recherche permettront de réunir le savoir et les connaissances nécessaires. La plate-forme entend tisser un véritable réseau de citoyens et d'organisations qui se pencheront sur l'avenir du pays. Un accent particulier est mis sur le travail d'information : ces différents débats sont présentés au grand public.

Muschg un interlocuteur ouvert sur le monde et accessible, qu'ils peuvent citer presque intégralement. «Enfin quelqu'un qui ne prétend pas savoir tout mieux que les autres», note un caméraman. Mais l'hôte suisse a été rattrapé par la culture bosniaque du débat lors d'une table ronde à l'Université sur le thème «Quelle Bosnie pour l'Europe – Quelle Europe pour la Bosnie?».

Ce soir-là, la salle est comble. De nombreux représentants de l'intelligentsia bosniaque sont présents. Le débat tourne au fiasco : les professeurs Rusmir Mahmutcehajic et Gajo Sekulic savent depuis longtemps ce qu'ils pensent l'un de l'autre et ils ne sont aucunement intéressés par les suggestions de l'écrivain suisse. Affirmer que l'avenir du pays appartient aux citoyens n'est qu'une formule rhétorique chère à la communauté internationale qui contrôle le pays, affirme M. Mahmutcehajic. La Bosnie a été anéantie de l'extérieur, par la Serbie et la Croatie. Préconiser la réconciliation, c'est comme si l'on avait demandé aux Juifs en 1945 de faire la paix avec l'Allemagne. Il appartient à l'UE de sauver et d'intégrer la Bosnie.

Gajo Sekulic n'y tient plus. Après avoir traité son interlocuteur d'incorrigible «ethnopoliticien», il répète, comme il le fait dans chaque débat, que la Bosnie a besoin d'une Constitution libérale et démocratique, fondée sur l'individu et non pas sur les groupes ethniques. Il ne propose cependant aucune piste pour concrétiser son idée.

Le public intervient alors. Quelqu'un propose d'exclure les médias, afin que les orateurs retrouvent leur sérénité. Une personne déplore l'émigration de la classe moyenne. Une autre regrette que l'on souligne toujours les différences, mais

jamais les points communs. La soirée se termine dans une ambiance plutôt morose.

Absence de référence historique

Contrairement à l'Europe, où le souvenir de deux guerres mondiales meurtrières constitue un garde-fou efficace contre le retour à un extrémisme nationaliste, la Bosnie n'a pas de référence historique collective. D'après le journaliste Muharem Bazdug, la cohésion du pays tient seulement à «l'équilibre de la peur». Les Serbes s'accrochent à leur autodétermination au sein de la Republika Srpska. Les Croates veulent conserver leurs compétences au niveau des cantons ou s'organiser en entité autonome. Quant aux Bosniaques musulmans, ils craignent de disparaître en tant que peuple si un éclatement de la Bosnie devait les priver d'État.

Dans ce contexte, il est très difficile de mener des réformes, que ce soit dans le sens de l'intégration ou de la décentralisation. Pour aller de l'avant, Muharem Bazdug propose de renforcer la collaboration des différents niveaux et entités, en réalisant des projets concrets dans les domaines de l'économie, de la santé, de l'éducation et de la police. On débattrait plus tard des grandes idées sur une nouvelle Bosnie. ■

** Andreas Ernst est correspondant de la «NZZ am Sonntag» pour l'Europe du Sud et travaille également pour la «NZZ». Il vit à Belgrade.*

(De l'allemand)

Où passe l'aide au développement ?

L'aide au développement est un non-sens. On n'aide pas pour le développement. On développe ou on ne développe pas. Et on ne développe pas des individus au détriment des populations. Aucune aide au développement n'a profité à ceux qui en avaient besoin, c'est-à-dire les populations. L'aide est détournée par des dirigeants politiques et leurs intermédiaires. La corruption qui gangrène les pays dits pauvres a atteint un tel niveau qu'elle est institutionnalisée, donc banalisée. Et pour les populations, le constat est fatal. L'aide au développement, si elle continue à se faire, doit se faire sur une base objective répondant aux besoins des bénéficiaires, avec des exigences d'application efficace et durable. Financer des projets alibis pour les uns et les autres, annuler la dette ou ses services, c'est conforter tous ces assassins de leurs peuples dans l'impunité de leurs méfaits. Aider au développement, c'est condamner avec vigueur tous les dirigeants et responsables véreux qui détournent les fonds, les équipements, les médicaments, même les seringues que l'on retrouve en vente dans les marchés.

L'aide au développement doit être revue en termes de moralisation de la vie publique, d'exigences démocratiques, de bonne gouvernance, de contrôle, de sanctions appliquées. Les bénéficiaires doivent être impliqués à chaque étape, de l'identification des besoins jusqu'à la réalisation des projets. Les représentants des pays donateurs le savent pertinemment : tout ce qui a été fait n'a pas atteint les objectifs couchés sur des protocoles signés en grande pompe. L'aide au développement, c'est aider les gens à travailler et non travailler pour eux. Il est inadmissible de

maintenir des peuples entiers dans le système D, pendant que les dirigeants et leur entourage s'enrichissent illicitement.

Pour aider au développement, il faut arrêter la corruption, les ventes d'armes et laisser les peuples décider de leurs destins. Toutes les activités des organisations non gouvernementales ou des institutions onusiennes ne sont que des gouttes d'eau dans la mer, des gouttes d'eau polluée qui ne font qu'enfoncer les pays dans la pauvreté. Aussi bien les donateurs que les dirigeants corrompus, tous sont complices de la dégradation de la vie de ces populations. L'aide au développement doit contribuer au développement durable. Et c'est pour cela qu'elle est un non-sens. Ni l'aide au développement ni l'annulation de la dette et de ses services ne sortiront les pays concernés de la pauvreté.

Tous ces dirigeants qui passent leur temps à mendier sont les principaux responsables de la misère de leurs peuples. Il faut que les peuples réagissent en se débarrassant de ces dirigeants et de leurs complices incompétents. Les pays dits pauvres n'ont pas besoin d'aide. Ils ont

besoin d'éducation, de santé, d'équité sociale. Développer les pays pauvres, ce n'est pas les aider à construire des palais du peuple ou des congrès, à acheter des véhicules 4x4 climatisés, à importer les matériaux et les compétences. La plus grande partie du budget des projets passe dans des frais d'administration et des frais généraux, un véritable gouffre. Et sur le terrain, des projets sont abandonnés, inachevés, bâclés. Les hôpitaux n'ont pas d'équipement adéquat, les écoles n'ont pas de classes, de bancs, d'enseignants qualifiés. L'aide au développement, c'est laisser les populations décider elles-mêmes de leur développement. Le développement n'est pas une recette. C'est un choix. L'aide au développement, c'est ne pas aider du tout. ■



Doris Fokékowski

Ken Bugul, de son vrai nom Mariétou Mbaye Biléoma, est une écrivaine sénégalaise née en 1947. En langue wolof, son pseudonyme signifie «Personne n'en veut». Elle a étudié au Sénégal et en Belgique. Depuis vingt ans, elle vit avec sa famille à Porto Novo, au Bénin. Son dernier roman *Rue Félix-Faure* est paru ce printemps aux éditions Hoëbeke. Cinq autres ouvrages l'avaient précédé : *Le baobab fou* (Nouvelles Éditions africaines, 1982), *Cendres et braises* (L'Harmattan, 1994), *Riwan ou le chemin de sable* (Présence africaine, 1999), *La folie et la mort* (Présence africaine, 2000) et *De l'autre côté du regard* (Le Serpent à plumes, 2003). Ken Bugul a reçu en 1999 le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire. À côté de son métier de romancière, elle anime des ateliers d'écriture pour des gens de milieux défavorisés, elle est active dans le commerce d'objets d'art et d'œuvres culturelles, et elle a travaillé durant dix ans pour une organisation internationale de développement.



Jörg Böhmig / agenda



Le cinéma africain, si proche et pourtant si lointain

Le cinéma africain est aussi riche, varié et controversé que l'Afrique elle-même. On pourrait penser que c'est là une preuve de qualité. Pourtant, les films africains peinent à trouver leur public dans les pays du Nord, où ils se heurtent aux préjugés et aux conditions de production imposées par l'Europe ou l'Amérique. De Walter Ruggle*.

Un organisateur culturel suisse m'expliquait récemment que l'Afrique était très à la mode en ce moment. À ses yeux, ceci est d'ailleurs tout à fait normal, étant donné que le continent noir est celui dont nous sommes le plus proches, nous qui vivons au cœur de l'Europe. J'ai été obligé de le décevoir en lui faisant part de mon point de vue : en matière de médiation culturelle, aucun autre continent n'est plus éloigné de la Suisse que

l'Afrique. Les Suisses affichent un certain intérêt pour les cultures latino-américaines et pour quelques régions d'Asie. Mais nombre d'entre eux semblent considérer que l'Afrique est bien trop lointaine. Ce phénomène est particulièrement flagrant dans le domaine cinématographique. Bien sûr, le marché ne manque pas de superproductions américaines ou européennes qui sont taillées sur mesure pour les consommateurs

du Nord avides de nouveautés (*Hôtel Rwanda* ou *La Massai blanche*). Le public y découvre de magnifiques paysages africains, des épisodes du passé colonial, quelques clichés bien choisis ou un bout de misère subtilement mis en scène. De tels films peuvent trahir une mauvaise conscience postcoloniale. Ils profitent peut-être d'un engouement général pour l'exotisme. Mais ils ne sont en aucun cas l'expression de la culture africaine.

L'Afrique n'est pas monolithique

En Afrique, le septième art ne rapporte pas grand-chose. Pourquoi un film colombien se vend-il mieux qu'un film réalisé en Guinée-Bissau ? Pourquoi un continent pourtant proche géographiquement nous semble-t-il si lointain ? Les explications sont nombreuses. Tout d'abord, l'Afrique n'a jamais été fortement marquée par les courants culturels du Nord. Malgré de



nombreuses affinités et influences, elle nous est restée étrangère. À croire que nous craignons d'aller à la rencontre de ses cultures. C'est d'autant plus étonnant que l'Afrique est le seul continent sur lequel nous ayons des idées aussi précises et autant de préjugés. Combien de fois ai-je entendu dire « Mais ce n'est pas un film africain ! » à propos de productions qui ne dépeignent pas la vie d'un village traditionnel ? Cette remarque s'adresse aussi parfois à des films qui adoptent un ton fin et léger, comme *TGV*, du Sénégal, ou *Ouaga Saga*, du Burkina Faso. Quant à *Dôlè*, premier long métrage du Gabonais Imunga Ivanga, d'aucuns ont estimé que son rythme n'était pas africain car les scènes se succèdent à toute vitesse. « Voilà une réaction typiquement européenne », ironise le réalisateur. « Les Européens pensent qu'il n'existe qu'une seule Afrique. Or, le rythme de la vie est complètement différent à Libreville et à Bamako,

par exemple. » Projeté dans les écoles suisses ces deux dernières années, *Dôlè* est parvenu à subjugué les jeunes en leur faisant connaître une facette inconnue de l'Afrique et leur a montré que le cinéma de divertissement n'est pas l'apanage des États-Unis.

Le cinéma africain est extrêmement riche et varié, à l'image du continent lui-même. Il est incarné aussi bien par les films du Maghreb, comme *L'enfant endormi* (Maroc), *L'autre monde* (Algérie) ou *Bab'Aziz* (Tunisie), que par la production d'Afrique australe, comme *Yellow Card* (Zimbabwe), *U-Carmen* et *Amandla!* (Afrique du Sud), ou encore par des œuvres venues de Mauritanie (*En attendant le bonheur*), de Guinée-Bissau (*Nha Fala*), du Burkina Faso (*Moi et mon Blanc*) et du Sénégal (*Moolaadé*). Ce sont là quelques-uns des films récents qui sont projetés actuellement en Europe. Il reste cependant en Afrique quelques pays dans lesquels la

production cinématographique est pratiquement inexistante.

Retour aux sources

Les films africains doivent surmonter bien des obstacles pour imposer leur style différent et parfois déroutant dans le brouhaha européen du divertissement, bravant l'opinion unilatérale des médias et le tourbillon de la consommation. Mais avant de parvenir au Nord, ce cinéma doit d'abord naître dans son propre contexte. Bien souvent, les réalisateurs n'ont pas suffisamment de moyens pour tourner. Bien des choses ont changé ces dernières années sur le plan technique : grâce à la numérisation, la production cinématographique est plus rapide, moins onéreuse et les coûts interviennent plus tard, une fois que l'on peut déjà montrer du matériel. Néanmoins, les biens essentiels font toujours défaut. Voilà pourquoi le cinéma africain est tributaire de l'aide extérieure. Et il importe que ce soutien ne soit

pas assorti de conditions susceptibles de freiner le progrès technique ou d'entraver la créativité et l'autonomie.

Coproduire avec l'Europe signifie encore trop souvent qu'une partie de l'argent soit dépensé en Europe (pour la finalisation du film, par exemple) ou que le scénario corresponde à des schémas européens plutôt qu'africains. En conséquence, les films manquent d'identité. Leurs racines ne sont ni africaines ni européennes.

Tout comme leurs homologues européens ou asiatiques, les réalisateurs africains abordent des sujets très différents et recourent à une multitude de styles. Dans les films sud-africains, il est bien sûr beaucoup question de l'apartheid (*Amandla!* et *U-Carmen*) et de ses séquelles (*Forgiveness*). De son côté, un cinéaste zimbabwéen a exploré le rôle et les responsabilités des hommes dans la société, tout en donnant une amusante leçon de choses à la jeunesse (*Yellow Card*).



Dans des pays où la tradition cinématographique est bien ancrée, comme au Burkina Faso ou au Sénégal, certains réalisateurs semblent revenir aux sources, après avoir tenté de s'adapter aux prétendus besoins du Nord. Ils traitent en toute simplicité de sujets qui préoccupent la société locale (*Delwende*, *Moolaadé*).

Ouvert sur l'extérieur

Les rapports Nord-Sud ainsi que les différences culturelles et économiques continuent d'occuper une place prépondérante. Cela tient notamment au fait que de nombreux réalisateurs africains vivent à Paris. Des films tels que *Moi et mon Blanc* (Burkina Faso), *Nha Fala* (Guinée-Bissau) et surtout *En attendant le bonheur* (Mauritanie) illustrent bien la capacité du cinéma africain à se transformer et à cerner un thème d'une manière méditative, dans ce cas précis le moment du départ. La migration est le sujet le plus

fréquemment porté à l'écran en Afrique du Nord, où l'émigration relève d'une longue tradition, régulièrement marquée par des événements douloureux. *L'enfant endormi* décrit la vie des femmes restées au pays, *Tarfaya* évoque une tentative d'entrer clandestinement en Espagne et *L'autre monde* raconte l'histoire d'une fille d'émigrés revenue en Algérie à la recherche de l'être aimé. Le destin des femmes est très souvent abordé, même dans les films tournés par des hommes. Certains longs métrages, comme *Le cheval de vent* ou *Bab'Aziz*, dernière œuvre du conteur et réalisateur tunisien Nacer Khemir, présentent une dimension plus philosophique et intègrent une quête existentielle ou religieuse. Ce petit tour d'horizon du cinéma africain suffit à mettre en évidence la motivation de ceux qui tentent de faire connaître en Europe la vraie culture africaine : malgré les nombreuses crises qui l'affectent, l'Afrique est un

continent passionnant, stimulant et incroyablement varié. Le cinéma africain n'est pas replié sur lui-même. De nombreuses productions remarquables venues d'Afrique aspirent à la même chose : être connues et reconnues, également au Nord et en Occident, pour ce qu'elles sont vraiment, à savoir l'expression de cultures autonomes et conscientes de leur valeur. Lorsque nous aurons réussi à voir les choses sous cet angle, l'Afrique nous paraîtra bien plus proche qu'elle ne l'est aujourd'hui. ■

(De l'allemand)

* Journaliste et chroniqueur, Walter Ruggle dirige la fondation trigon-film, qui œuvre depuis 17 ans pour promouvoir le cinéma des pays du Sud et de l'Est

Trigon et la DDC

« Ouvrir les écrans quelques fois par an sur des espaces bien moins familiers que ceux de l'Occident. » C'est ainsi que trigon-film résume sa démarche. Cette fondation à but non lucratif est soutenue par la DDC. Depuis 1988, elle diffuse en Suisse des films exceptionnels provenant d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Toutes les photos publiées sur les pages 30 à 32 sont tirées de films africains actuellement distribués par trigon. Pour plus de renseignements : www.trigon-film.org

Les griots urbains

(er) Les perles d'une kora s'ègrenent en filigrane. Les tonalités chaudes de cette harpe-luth se mêlent aux passages fougueux des instruments à vent, tantôt soul, tantôt funk. La section rythmique groove sur de l'afrobeat en introduisant des accents latinos et reggae. Comme à l'époque où les griots contaient leurs fables au son de la kora en Afrique occidentale, une voix un peu rauque chante en mandingue d'anciennes légendes ainsi que des morceaux récents qui parlent d'injustice et de racisme. «Urban griot music», tel est le nom que le groupe helvético-gambien King Kora donne à sa musique. Composé de neuf musiciens, ce groupe a été fondé en 1998 par le Gambien Lamin Jobarteh, griot et maître de la kora, et le saxophoniste suisse Roger Greipl. Le magazine allemand *Rolling Stone* constate à juste titre que ces sonorités multiculturelles supplantent plus d'une formation basée sur l'art des griots. King Kora doit aussi le succès de son deuxième CD à la présence de quelques invités : on y découvre notamment les rimes, parfois françaises, du rappeur bernois Greis et la voix claire de la chanteuse guinéenne Maciré Sylla qui vit à Genève. *King Kora: «Bundung»* (Ayam/RecRec)

Émotions garanties

(er) Depuis 25 ans, le label allemand Network propose des découvertes acoustiques empreintes de sensualité. Il a déjà récolté une foule de distinctions et d'éloges. Le directeur Christian Scholze, fervent explorateur du monde de la musique, accompagne toujours ces enregistrements d'un livret bien documenté et richement illustré. À l'occasion de son anniversaire, Network a rassemblé les temps forts de son

programme et concocté un voyage envoûtant à travers les cultures du monde. Un coffret de trois CD propose près de quatre heures d'émotions à fleur de peau. On peut ainsi réentendre l'inoubliable «Namhanje» du Sud-Africain Abdullah Ibrahim, un enregistrement exceptionnel de la ballade sénégalaise «Sama Guent Guii» de Youssou N'Dour ou la voix rauque de la chanteuse argentine de tango Adriana Varela, accompagnée par le légendaire Sexteto Mayor. De poignantes ballades sont chantées par plusieurs Gypsy Queens.



Après quelques blues des Balkans, on découvre des airs iraniens inédits et les sonorités époustouflantes du didjeridoo (impossibles à imiter par des moyens électroniques), qui est peut-être l'instrument de musique le plus ancien du monde.

Divers artistes : «25 Years Network – Emociones» (Network/Musikvertrieb)

Asie sur Léman

(er) En 2004, le Paléo Festival de Nyon avait présenté, tant sur scène que sur disque, la création musicale d'Amérique latine. Par bonheur, l'expérience a été renouvelée en 2005, avec un «Village du Monde» tourné



cette fois vers l'Asie. Un double CD a été consacré au périple musical que le public de Paléo a pu suivre en écoutant seize groupes différents. Il ne contient pas d'enregistrements réalisés durant le festival, mais une sélection de morceaux déjà publiés par les artistes présents. Cet aperçu fascinant plonge l'auditeur dans le monde des derviches tourneurs, des moines bönpos du Tibet, des soufis ou des troubadours gitans du Rajasthan. On écoute avec délices le swing du chanteur indien Malkit Singh, les ragas de sitar de Ravi Shankar, le chant diaphonique du chaman mongol Okna Tsahan ou encore les voies gutturales de rockers venus de la république russe de Tuva, coincée entre la Sibérie et la Mongolie. Des chants poétiques et souvent mystiques sont interprétés par des artistes comme Mercan Dede, Sevara Nazarkhan et bien d'autres.

Divers artistes : «Paléo Festival Nyon 'Village du Monde 2005' Asie» (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

Des Suisses négriers et esclavagistes

(jls) Contrairement à une thèse qui a prévalu pendant plus de deux siècles, la Suisse a bel et bien été impliquée dans l'esclavage et la traite des Noirs. Certes, l'esclavage était déjà en voie d'abolition au moment où la Confédération s'est constituée en 1848. Mais avant cette date déjà, des particuliers et des entreprises suisses ont participé au

commerce lucratif des esclaves, comme le démontre un ouvrage récent publié par trois historiens de l'Université de Lausanne.

Aux 18^e et 19^e siècles, des maisons de commerce, notamment neuchâteloises et bâloises, approvisionnaient en tissus imprimés les navires négriers au départ du littoral atlantique français. Des négociants et des banquiers suisses ont participé à une centaine d'expéditions négrières, lancées avec des navires baptisés «La Ville de Basle», «Les 13 Cantons», «Le Pays de Vaud» ou «L'Helvétie». Au total, les Suisses auraient contribué à la déportation de quelque 175 000 Noirs vers les Amériques. De plus, des Suisses exploitaient des esclaves sur les plantations dont ils étaient propriétaires dans les Caraïbes, au Surinam et au Brésil.

Thomas David, Bouda Etemad et Janick Marina Schaufelbuehl: «La Suisse et l'esclavage des Noirs», Éditions Antipodes & SHSR, Lausanne

L'Atlantique noir

(bf) Malgré les conversions forcées au catholicisme, les cultes comme le candomblé, le vaudou et la santeria font toujours partie intégrante de la vie sociale des peuples afro-américains. Aucun photographe du 20^e siècle n'a exploré de manière aussi précise que Pierre Verger le lien culturel entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique. À la fois ethnologue, reporter et photographe, ce Français est parti vivre au Brésil en 1946. Et il est resté dans ce pays jus-



qu'à sa mort en 1996. Ses photos, réalisées pour le compte de divers journaux européens et brésiliens, ainsi que ses travaux scientifiques ont largement aidé les sociétés multiethniques de ce triangle transatlantique à prendre conscience de leur identité. L'œuvre de Pierre Verger a influencé une génération entière d'artistes, d'écrivains et de scientifiques. Ses 62 000 photographies sont des documents uniques qui illustrent un pan de l'histoire contemporaine et témoignent de l'évolution des médias. Sous le titre *Schwarze Götter im Exil* (dieux noirs en exil), un livre récent présente une sélection, limitée mais subtile, de cette vaste œuvre photographique.

«Pierre Verger – Schwarze Götter im Exil», édité par Manfred Metzner et Michael M. Thoss. Éditions Wunderhorn, Heidelberg, 2004. Le Musée du Jeu de Paume, à Paris, expose jusqu'au 24 décembre des photos de Pierre Verger.

La Suisse et les pays défavorisés

(jls) Il faut accroître sensiblement l'aide publique au développement (APD) afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Mais le volume de l'APD n'est pas à lui seul une garantie de réussite, souligne dans son introduction l'*Annuaire suisse de politique de développement 2005*, publié par l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd). L'efficacité de l'aide dépend aussi de sa qualité et de facteurs tels que la pertinence des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ou la capacité des receveurs à gérer rigoureusement les ressources extérieures et nationales. L'*Annuaire* passe en revue les événements qui ont marqué les relations Nord-Sud en 2004, avec un angle spécifique sur la Suisse. Il examine notamment

les montants de l'APD, la coopération avec les pays en développement et en transition, l'aide humanitaire, la politique de paix et les questions migratoires. Les chapitres consacrés au commerce mondial, à la politique économique extérieure ou aux relations financières internationales fournissent des données utiles à la compréhension de la politique suisse de développement.

«Annuaire suisse de politique de développement 2005 – Faits et statistiques», vol. 24, n°1. Disponible en librairie ou auprès de l'iuéd: publications@iued.unige.ch, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53

Où le ciel et la terre se rejoignent

(bf) Certains se retirent dans l'Himalaya en quête d'illumination ou, plus simplement, pour se trouver eux-mêmes. D'autres, comme les réfugiés tibétains, en ont été chassés. L'Himalaya, où le ciel et la terre se rejoignent, voit aussi se côtoyer les cultures et les religions les plus diverses. L'ouvrage *Himalaya – Menschen und Mythen* (Himalaya – Des gens et des mythes; en allemand seulement) se penche sur les légendes locales, sur l'incroyable force d'attraction exercée par le Toit du Monde et sur la vie des habitants dans ces régions de montagne reculées. Venus du Népal, du Bhoutan, du Tibet, de Chine et d'Inde, les auteurs évoquent la spiritualité et le quotidien, les changements politiques et les mythes religieux. Cette admirable anthologie démonte les fausses représentations véhiculées par des Européens lassés de la civilisation. Elle montre une aire culturelle dans la seule perspective de ses habitants, voire de ses occupants.

«Himalaya – Menschen und Mythen», édité par Alice Grünfelder, Unionsverlag, Zurich, 2004



Univers parallèles et recherche d'identité

(bf) Dans son livre *Ravan & Eddie*, l'auteur indien Kiran Nagarkar esquisse un roman du développement qui se déroule à un rythme haletant dans la Bombay de la période postcoloniale. La pauvreté, la religion et la violence se mêlent dans ce livre passionnant, paru en 1995 en anglais et traduit en allemand l'an dernier seulement. Eddie et Ravan, deux garçons presque du même âge, vivent dans un immeuble locatif délabré qui abrite de nombreuses familles de culture et de religions différentes. Le roman commence par un drame: le père d'Eddie, amoureux de la mère de Ravan, sacrifie sa vie pour sauver Ravan, victime d'un accident. Cette entrée en matière ne crée pas les conditions idéales pour que naissent l'amitié et le respect réciproque entre les deux garçons. De plus, Eddie appartient à la minorité catholique, tandis que Ravan est hindou. Bien que tous deux grandissent dans le même environnement, ils suivent leur propre trajectoire dans des mondes qui ne se rencontrent pratiquement jamais et chacun est à la recherche de son identité. Comme beaucoup d'autres adolescents, ils expérimentent la culpabilité et l'expiation, le pouvoir et l'oppression, la trahison et la fidélité absolue.

Kiran Nagarkar: «Ravan & Eddie», A1 Verlag, Munich, 2004

Films des autres mondes

(jls) La 16^e édition de Black Movie, festival de films des autres mondes, se tiendra du 10 au 19 février 2006 à Genève. Cette manifestation est dédiée aux cinématographies contemporaines d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Ses programmations sont conçues autour de thématiques actuelles. La section «trois continents» réunira des productions portant sur le thème du corps. Comme chaque année, «Écrans noirs» présentera une sélection des meilleurs films africains. Selon un programme qui reste à confirmer, Black Movie devrait proposer également les sections suivantes: le Brésil vu par ses documentaristes; une nouvelle vague remuante de cinéastes à Singapour; un hommage au réalisateur japonais Seijun Suzuki; des docu-fictions d'auteurs japonais; des films réalisés par des cinéastes chinois issus de la Beijing Film Academy. En outre, des projections spéciales, des séances scolaires et d'autres activités seront organisées à l'intention des enfants. En 2005, le festival a accueilli 14 000 spectateurs, ce qui représentait une hausse de 15% par rapport à la fréquentation de l'année précédente.

Black Movie, 10-19 février 2006, Maison des arts du Grütli, Genève. www.blackmovie.ch

Le désert, humide ?

(dg) Selon les statistiques climatiques, Cherapunjee est l'endroit le plus arrosé du monde.



Pourtant, ce village situé dans l'est de l'Inde doit lutter contre la sécheresse. À cause de la déforestation, le sol ne retient plus l'eau de pluie. Le film *Le désert, humide ?* montre pourquoi la pauvreté et l'absence d'infrastructures empêchent les habitants d'améliorer la situation. Dans le désert chilien de l'Atacama, une des régions les plus sèches du monde, des équipes de chercheurs tentent d'obtenir de l'eau à partir du brouillard, au moyen de méthodes novatrices mais coûteuses. En prenant ces deux exemples, le film illustre que le manque d'eau n'est pas seulement une question de climat, mais qu'il est également lié aux conditions sociales et économiques difficiles de la population.

Joost de Haas: «*Le désert, humide ?*», NL, 2000. Documentaire, vidéo VHS, français et sous-titres français/italien, 30 min. (version abrégée), dès 14 ans. Pistes et fiche de travail: www.filmeeinewelt.ch. Location et vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch; prix de vente: 40 francs pour écoles/enseignants, 60 francs pour médiathèques. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch

Formation postgrade

L'EPFZ propose d'ici juillet 2006 plusieurs cours de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL). L'allemand est la langue de travail utilisée dans cette formation.

Délai d'inscription: un mois avant le début du cours.

Informations et inscriptions: secrétariat du NADEL, Centre EPFZ VOB B 12, 8092 Zurich, tél. 044 632 42 40, www.nadel.ethz.ch, kramer@nadel.ethz.ch

Des archives sur les Indiens d'Amérique

(bf) Incomindios Suisse, le plus ancien organisme européen de soutien aux peuples autochtones d'Amérique, met à la disposition du public les informations qu'il a collectées en plus de trente ans d'existence. Ce savoir est réuni et présenté sous la forme d'archives spécialisées qui seront accessibles au public dès le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. La collection ne comprend pas seulement des documents écrits, mais aussi des objets, des enregistrements, des vidéos, des posters et des photos. Durant longtemps, ces pièces n'avaient pas été entreposées au même endroit. Il a donc fallu entreprendre de longues recherches pour les réunir. Les différents documents, objets et données ont été organisés de manière à être facilement accessibles. Incomindios entend ainsi

sauvegarder à long terme un savoir accumulé au fil des décennies. Les archives pourront être consultées par les médias, les membres, les étudiants et les ONG partenaires.

Incomindios Suisse, Case postale, 8032 Zurich, tél. 044 383 03 35, www.incomindios.ch, mail@incomindios.ch

Les spécialistes du DFAE viennent à vous

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur des thèmes de politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions pour organiser des exposés et des discussions sur de nombreux thèmes de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, trente personnes au moins doivent participer à la manifestation et l'offre du service de conférences n'est valable que pour des manifestations organisées en Suisse.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne.

Tél. 031 322 35 80 ou 031 322 31 53, fax 031 324 90 47/48, info@eda.admin.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (sfx)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 55 500

Couverture: Mark Edwards / Still Pictures

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Le sida, la malaria et la tuberculose tuent chaque année plus de six millions de personnes. Les victimes de ces trois pandémies se comptent essentiellement parmi les populations pauvres. Dans le domaine de la santé, des initiatives privées viennent s'ajouter aux efforts de la coopération qui met en place de nouvelles approches.



Mark Edwards / Still Pictures